

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2292**28 août 2014****SOMMAIRE**

1798 Consumer Equity Long/Short Fund	109973	Odyssey Luxembourg Holdings S.à r.l. ..	109977
Alcentra Fund S.C.A. SICAV-SIF	110004	Oxylis SPF S.A.	110009
Arise	109972	Piano Invest	109970
Basic Holding S.A.	109971	PK Partners S.A.	109970
Batipart International S.A.	109977	Podium International S.A.	109987
Bolux	109971	PRESENCE Communication et Produc- tion S.à r.l.	110005
Domos Propreté Lux S.à r.l.	110005	Quantile s.à r.l.	109974
DZBP II	109977	Ramius FOF European Platform Index ..	110009
Eleusis	109972	Restaurant Chen Sàrl	110003
EPISO Titan Berlin GP Sàrl	109976	Saqr Qatar (Luxembourg) S.A.	110008
Hauck & Aufhäuser Investment Gesell- schaft S.A.	109975	Scaffolding Group Europe S.A.	109997
Hauck & Aufhäuser Investment Gesell- schaft S.A.	109976	SEB Fund Services S.A.	109998
H & A Unternehmerfonds Europa	109975	S.L.C.A. S.A.	109973
HDF Group International S.A.	109975	SMART Modular Technologies (LX) S.à r.l.	110009
HDF Sicav SPE (Lux)	109974	SOCIETE DE PARTICIPATIONS TAMI- SE, société anonyme de gestion de patri- moine familial	110016
Janus Global Technology Fund	109977	Société d'Investissement et de Développe- ment Economique Familial S.A.	109970
Janus Global Technology Fund	109977	Soen Luxembourg S.A.	110016
KW Investment Eleven Lux S.à r.l.	109978	Supe-Dienes Beteiligungsgesellschaft mbH	109987
KW Investment Thirteen Lux S.à r.l. ..	109988	Tamweelview European Holdings S.A. ..	110009
MI.RÒ.89 International Luxembourg S.A.	109970	TriGlobal	109976
Mistral SICAV-SIF	110008	von der Heydt Invest S.A.	110004
MP Trans Sàrl	109971		
MTX Connect S.à r.l.	109972		

Piano Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 133.045.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Un administrateur

Référence de publication: 2014086423/11.

(140102247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

PK Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 100.806.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Un administrateur

Référence de publication: 2014086424/11.

(140102503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

MI.RÒ.89 International Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 84.275.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 22 septembre 2014 à 10 heures au siège de la Société, 23, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des bilans aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013
2. Réalisation de l'actif immobilisé pour payer les dettes de la société
3. Divers.

Luxembourg, le 26 août 2014.

Pour le Conseil d'Administration .

Référence de publication: 2014134060/535/16.

Société d'Investissement et de Développement Economique Familial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 178.462.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held exceptionally on *September 15th, 2014* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31st, 2013
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014135291/795/16.

MP Trans Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5630 Mondorf-les-Bains, 23, avenue Dr Klein.
R.C.S. Luxembourg B 146.267.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014087902/9.

(140104394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

Basic Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 46.465.

The shareholders are hereby convened for a second time to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which is going to be held at the registered office on 29 September 2014 at 3.00 p.m., before notary, with the following agenda:

Agenda:

1. Decision to put the Company into liquidation.
2. Appointment of a liquidator and determination of its powers.

A first extraordinary general meeting having the same agenda was convened for the 25 August 2014 at 3.00 p.m. that was not able to validly deliberate on all the items of the agenda since not at least one half of the capital was represented.

This second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014135288/534/17.

Bolux, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 33.507.

Le Conseil d'administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav BOLUX à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

(«l'Assemblée») qui se tiendra le 15 septembre 2014 à 15.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'administration et du Réviseur d'entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 juin 2014
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'entreprises agréé
6. Nominations statutaires
7. Rémunération des Administrateurs
8. Divers

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles auprès du siège social.

Les Actionnaires au porteur qui souhaitent participer à l'Assemblée doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (e-mail : ifs.fds@bd.lu; fax : +352 49 924 2501) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014135289/755/28.

Arise, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 105.776.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014086724/9.

(140103030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2014.

MTX Connect S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-3235 Bettembourg, 4, rue A. Graham Bell.
R.C.S. Luxembourg B 177.706.

Il est porté à la connaissance de tous, que Monsieur Ilya BALASHOV, associé de la société MTX Connect S.à r.l. (société sise au 4, rue A. Graham Bell L-3235 Bettembourg inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 177.706) est domicilié à l'adresse suivante:

12, rue d'Eich (Et. 1)

L-3352 Leudelange

Avec effet au 18 juin 2014;

Pour extrait sincère et conforme

Mikhail KORNEV

Gérant

Référence de publication: 2014087903/17.

(140103600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

Eleusis, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 151.217.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav ELEUSIS à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

(" l'Assemblée ") qui se tiendra le 15 septembre 2014 à 15.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'administration et du Réviseur d'entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 juin 2014
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'entreprises agréé
6. Nominations statutaires
7. Rémunération des Administrateurs
8. Divers

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles auprès du siège social.

Les Actionnaires au porteur qui souhaitent participer à l'Assemblée doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (e-mail : ifs.fds@bd.lu ; fax : +352 49 924 2501) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014135293/755/28.

S.L.C.A. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 123.020.

La Société a été constituée suivant acte notarié, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 258 du 27 Février 2007.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2013, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014086466/15.

(140102265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

1798 Consumer Equity Long/Short Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 167.143.

As the quorum required by law was not reached at a first extraordinary general meeting of shareholders of the Company held on 27 August 2014, the board of directors of the Company (the "Board of Directors") hereby invites you to attend a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company, which will be held at the registered office of the Company on 1 October 2014 at 10.00 a.m. (Luxembourg time) (the "Meeting") to deliberate and vote on the same following agenda:

Agenda:

- Restatement of the Company's articles of incorporation (the "Articles") in order to, inter alia,
 - (i) reflect the relevant provisions of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers and remove the French translation of the Articles; and
 - (ii) amend Article 3 of the Articles so as to read as follows:

"The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in any kind of permitted assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as such law may be amended from time to time (the "Law"). The Company may take any measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law."

The Meeting may validly deliberate without any quorum being required and the sole resolution on the agenda will be adopted if approved by two thirds of the votes cast by the shareholders.

The majority and the voting rights of the shareholders shall be determined by reference to the shares held by him/her as evidenced in the shareholders' register on 26 September 2014 at midnight (Luxembourg time).

Each share entitles to one (1) vote and each shareholder may vote in person or by proxy.

If you wish to participate to the Meeting, we would be grateful if you could notify the Board of Directors of your intention to do so at least two business days before the Meeting.

If you cannot attend the Meeting, we would be grateful if you could return the enclosed proxy-form duly signed, together with a copy of your ID Card / passport in force or an updated list of authorised signatures, should you act on behalf of a corporation, first by telefax and then by mail to the attention of Ms. Gaëlle Chéry, Lombard Odier Funds (Europe) S.A., 5, allée Scheffer, L - 2520 Luxembourg, telefax no. +352 27 78 10 01 so as to be received no later than midnight (Luxembourg time) on 26 September 2014. Any proxies received thereafter may not be taken into account.

The restated Articles were enclosed in both clean and marked versions to the convening notice of the extraordinary general meeting of shareholders of the Company held on 27 August 2014.

If you have any questions or would like any further information please contact us at our registered office.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014135290/755/39.

Quantile s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.
R.C.S. Luxembourg B 138.751.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014086435/10.

(140102438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

HDF Sicav SPE (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 135.265.

As the Extraordinary General Meeting of Shareholders of the Company held on 27 August 2014 could not validly deliberate on the agenda for lack of quorum, shareholders of the Company are hereby reconvened to assist at an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Meeting") of the Company which will be held at the registered office of the Company on 29 September 2014, at 1 p.m.(Luxembourg time), with the following agenda (identical to the agenda set out in the convening notice of August 18th 2014):

Agenda:

Full restatement of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") including principally but not limited to the amendments as detailed below:

(i) Amendment to Article 1 of the Articles:

* to change the name of the Company from HDF SICAV SPE (Lux) to R Investments.

(ii) Amendment to Article 3 of the Articles:

* to specify that the Company is subject to the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment so that Article 3 reads as follows:

" Art. 3.

The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in securities of any kind and other permitted assets, including units in other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by part II of the law of 17 December 2010 regarding collective investment undertakings, as amended from time to time (the "2010 Law")."

(iii) Amendment to Article 5 of the Articles:

* to clarify that the Company is an umbrella structure which may offer different classes or sub-classes.

(iv) Amendment to Article 7 of the Articles:

* to extend the definition of "US Persons" to which ownership of shares is restricted.

(v) Amendment to Article 15 of the Articles:

* to provide that a sub-fund may, in accordance with the provisions of the sales documents, invest in one or more other sub-funds of the Company.

(vi) General update of the Articles in order to, among others, comply with the the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers among which:

* Article 26 of the Articles: right to grant discharge of liability to the depositary;

* Article 27 of the Articles: right to grant preferential treatment to certain investors;

* Article 28 of the Articles: means to disclose information to investors;

* Article 32 of the Articles: clarification of the accounting standards.

VOTING

The meeting will validly deliberate on the item of the agenda, without any quorum requirement. The resolution will be taken at a majority of two thirds of the votes cast. Each Share is entitled to one vote.

Shareholders may vote in person or by proxy.

Référence de publication: 2014135292/260/44.

H & A Unternehmerfonds Europa, Fonds Commun de Placement.

Für den Fonds gilt das Verwaltungsreglement, welches am 1. August 2014 in Kraft trat. Das Verwaltungsreglement wurde einregistriert und beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 1. August 2014.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2014129464/11.

(140146899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 31.093.

Für den Fonds H & A Rendite Plus gilt das Verwaltungsreglement, welches am 1. August 2014 in Kraft trat. Das Verwaltungsreglement wurde einregistriert und beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 1. August 2014.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2014129465/13.

(140146912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

HDF Group International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 153.117.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale tenue le 12 juin 2014 à 11h30

Décisions:

- Renouvellement des mandats d'Administrateurs de

* Madame Christine HALNA du FRETAY, née le 20 février 1955 à Neuilly-sur-Seine (France), demeurant au 115 avenue Henri Martin, F-75116,

* Monsieur Chris WETHERHILL, né le 24 septembre 1948 à Leeds (Royaume-Uni), demeurant professionnellement à Baiclyff, 1 Turtle Bay Crescent, Southampton SN01, Bermudes,

pour une nouvelle période d'un an. Ils viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en 2015.

- Les mandats des administrateurs de Monsieur Olivier GRANBOULAN et Monsieur Jean-Michel MARQ ne sont pas renouvelés;

- Nomination de nouveaux Administrateurs:

* Monsieur Christophe GAUL, né le 3 avril 1977 à Messancy (Belgique) demeurant professionnellement au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg

* Madame Constance COLLETTE, née le 21 juin 1976 à Luxembourg, demeurant professionnellement 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

pour une nouvelle période d'un an. Ils viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en 2015.

- Le mandat de Commissaire aux Comptes de la société Fiduciaire HRT, avec siège social au 1A Romesch, Résidence Les Cerisiers n°2, L-7364 Bofferdange est reconduit pour une nouvelle période statutaire d'un jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Signatures

Le Président / Le Secrétaire

Référence de publication: 2014089304/30.

(140105774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2014.

TriGlobal, Fonds Commun de Placement.

Für den Fonds gilt das Verwaltungsreglement, welches am 1. August 2014 in Kraft trat. Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 1. August 2014.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2014129466/11.

(140146919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 31.093.

Für den Fonds US Equity Pearls gilt das Verwaltungsreglement, welches am 24. Juli 2014 in Kraft trat. Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 24. Juli 2014.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2014129467/13.

(140146926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

EPISO Titan Berlin GP Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 162.423.

EXTRAIT

- Il résulte des résolutions prises par les associés de la Société le 30 juin 2014 les décisions suivantes:

* Accepter la démission de M. Yves Barthels en tant que gérant A de la Société avec effet au 30 juin 2014;

* Accepter la démission de M. Bruno Bagnouls en tant que gérant de classe B de la Société avec effet au 30 juin 2014;

* Accepter la démission de M. Jean-Philippe Fiorucci en tant que gérant de classe B de la Société avec effet au 30 juin 2014;

* Nommer M. Desmond Mitchell, né le 24 août 1957 à Wells, Royaume-Uni, et ayant son adresse professionnelle au 4, allée des Charmes à L-1372 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 30 juin 2014 et ce pour une durée indéterminée;

* Nommer M. Andrew Pilsworth, né le 20 novembre 1974 à Hythe, Royaume-Uni, et ayant son adresse professionnelle à Cunard House, 15 Regent Street, Londres SW1Y 4LR, Royaume-Uni, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 30 juin 2014 et ce pour une durée indéterminée;

* Nommer M. Alain Peigneux, né le 27 février 1968 à Huy, Belgique, et ayant son adresse professionnelle au 283, route d'Arlon à L-8011 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet au 30 juin 2014 et ce pour une durée indéterminée;

* Nommer M. Simon Carlyon, né le 15 juillet 1973 à Manly, Australie, et ayant son adresse professionnelle à Cunard House, 15 Regent Street, Londres SW1Y 4LR, Royaume-Uni, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet au 30 juin 2014 et ce pour une durée indéterminée;

* Transférer le siège social de la Société au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg avec effet au 30 juin 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Référence de publication: 2014092775/30.

(140110571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2014.

Odyssey Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 171.787.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014087922/9.

(140104116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

Janus Global Technology Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion coordonné au 29 août 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Global Funds Management S.A.

Référence de publication: 2014134064/9.

(140152009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2014.

Janus Global Technology Fund, Fonds Commun de Placement.

L'acte modificatif au règlement de gestion au 29 août 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Global Funds Management S.A.

Référence de publication: 2014134063/9.

(140152004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2014.

DZBP II, Fonds Commun de Placement.

Das koordinierte Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 25. Juli 2014, wurde einregistriert und beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, im Juli 2014.

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Référence de publication: 2014114081/10.

(140133510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Batipart International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 4-6, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 180.106.

Nous portons à la connaissance des tiers le changement d'adresse des administrateurs suivants:

- Monsieur Paul BOBAN	4-6, rue du Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg
- Monsieur Julien RUGGIERI	4-6, rue du Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg
- BATIPART INVEST S.A.	4-6, rue du Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg

Représentée par Monsieur Charles RUGGIERI 4-6, rue du Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg

ainsi que du changement d'adresse du délégué à la gestion journalière:

- Monsieur Julien RUGGIERI	4-6, rue du Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg
----------------------------	--

Fait à Luxembourg, le 27 mai 2014.

Monsieur Julien Ruggieri

Administrateur - Président du Conseil

Référence de publication: 2014087516/17.

(140103674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

KW Investment Eleven Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.000,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 189.650.

—
STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND FOURTEEN, ON THE EIGHTEENTH DAY OF THE MONTH OF AUGUST.

Before us Maître Jacques CASTEL, notary residing in Grevenmacher, Grand-Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg, to whom remains the present deed.

There appeared:

KW Real Estate Lux S.à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at 9A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B184572,

duly represented by Mr Benoit TASSIGNY, lawyer, residing professionally in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy dated on 13 August 2014.

Said proxy, signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of a limited liability company to be incorporated.

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "KW Investment Eleven Lux S.à r.l." (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers of the Company. Where the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object. The corporate objects of the Company are as follows:

3.1. The acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular:

(a) acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, notes, assetbacked securities, debentures, certificates of deposit and other debt and other instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including any securitisation vehicle; and

(b) participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise.

3.2. The acquisition of participations in loans and/or lending of funds (including the proceeds of any borrowings and/or issuances of debt securities) to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. The Company may in particular:

(a) acquire participations and otherwise invest in and provide senior secured first lien revolving and term loans, senior secured second lien term loans, secured and unsecured mezzanine securities, junior loans and junior notes, unitranche loans, other types of hybrid debt, and bonds and other types of securities, notes and instruments;

(b) for own account, enter into, execute, deliver and perform foreign exchange currency transactions and swap, derivatives and commodity transactions to the extent that such transactions facilitate or further the performance of the

Company's corporate objects and employ techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate and other risks;

(c) give and receive guarantees and grant and receive securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company; and

(d) pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets,

provided that the Company may not carry on any activity that would fall within, and be regulated by, the Banking Act dated 5 April 1993 concerning the financial sector as amended from time to time.

3.3. The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.4. The Company may borrow in any form except by way of public offer or by way of collecting deposits or repayable funds from the public. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities, all in registered form only.

3.5. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management.

3.6. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to movable or immovable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at GBP 12,000.- (twelve thousand pounds sterling) represented by 12,000 (twelve thousand) shares (collectively the Shares, and individually a Share) with a par value of GBP 1.- (one pound sterling) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

5.3 The sole shareholder of the Company may contribute Capital Surplus to it. Amounts so contributed shall be freely distributable by means of a resolution of the sole shareholder. Capital Surplus shall mean the amounts (a) contributed by the sole shareholder to the Company without any shares being issued in exchange, and (b) allocated in the accounts of the Company to the non-share contribution account (account 115 "capital contribution without the issuance of new shares" of the Luxembourg standard chart of account of 10 June 2009).

Art. 6. Shares.

6.1. Each Share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of Shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of Shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by a board of managers composed of one or several managers appointed by a resolution of the sole shareholder or the general meeting of the shareholders which sets the term of their office. The managers need not be shareholder(s). The sole shareholder or the general meeting of the shareholders may appoint managers of two different classes, being class A managers (the Class A Manager(s)) and class B managers (the Class B Manager(s)).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason), by a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the shareholder(s) fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the board of managers of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented, (including at least one Class A Manager in the event that the sole shareholder or the general meeting of the shareholders has appointed different classes of managers). Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast, (provided that at least one Class A Manager has agreed on those resolutions, in the event that the sole shareholder or the general meeting of the shareholders has appointed different classes of managers). The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting, and such meeting shall be convened and chaired from the registered office of the Company.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of two managers, including one Class A Manager and one Class B Manager in the event that the sole shareholder or the general meeting of the shareholders has appointed different classes of managers or, as the case may be, by the joint or sole signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders**Art. 12. Powers and voting rights.**

12.1. The sole shareholder shall exercise all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders. The decisions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

12.2. If the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolutions. The shareholders shall be consulted in writing in accordance with article 13.2 of these Articles and shall cast their vote by signing the circular resolutions. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies thereof.

12.3. In all other cases, resolutions of the shareholders shall be adopted at general meetings of shareholders.

12.4. Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. Each Share entitles one vote.

Art. 13. Notices, quorum, majority and voting procedures.

13.1. The shareholders may be convened or consulted by any manager. The board of managers or, failing which, the statutory auditor(s), must convene or consult the shareholders following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

13.2. Written notice of any general meeting of shareholders shall be given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which shall have been set forth in the notice of the meeting.

13.3. General meetings of shareholders shall be held at such place and time specified in the notices.

13.4. If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

13.5. A shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a shareholder) in order to represent him/her/it at any general meeting of shareholders.

13.6. Resolutions of the general meeting of shareholders shall be passed by shareholders owning more than half of the share capital. If this majority is not reached at the first meeting or first written consultation, the shareholders shall be convened or consulted a second time by registered letter, and resolutions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

13.7. The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

13.8. Any change in the nationality of the Company and any increase of any shareholder's commitments in the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Financial year and annual general meeting of shareholders.

14.1. The financial year of the Company shall begin on the first of January and end on the thirty-first of December of each year.

14.2. Each year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts of the managers, auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the inventory, the balance sheet and the report of the statutory auditor(s), if any, at the registered office.

14.4. The annual general meeting shall be held at the place and time specified in the convening notice. The balance sheet and profit and loss accounts shall be approved by circular resolution or at the annual general meeting within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. This allocation shall cease to be required when the legal reserve has reached an amount equal to ten per cent (10%) of the corporate capital.

15.2. The annual general meeting of shareholders shall determine how the balance of the annual net profits shall be disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) interim accounts are drawn up by the board of managers;
- (ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium and Capital Surplus) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;
- (iii) the decision to pay the interim dividend is taken by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;
- (iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and
- (v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder (s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the Shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

Art. 17. General Provision. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory disposition

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on 31st December 2014.

Subscription and payment

The 12,000 (twelve thousand) shares have been entirely subscribed by the sole shareholder, KW Real Estate Lux S.à.r.l., above named.

All the shares have been entirely paid up in cash, so that the company has now at its disposal the sum of GBP 12,000.- (twelve thousand pounds sterling) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in article 183 of the law on Commercial Companies have been fulfilled.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its incorporation is approximately fixed at 1,300 EUR.

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder, prenamed, represented as mentioned above, representing the whole of the share capital, passed the following resolutions:

First resolution

Are appointed managers of the company, for an undetermined period and with the powers indicated in the articles of incorporation:

- 1) Mr Yves Cheret, born on 1 May 1966 in Eupen (Belgium), residing at 35, rue Tresch, L-8373 Hobscheid,
- 2) Mr Sanjeev Jewootah, born on 29 December 1975 in Mauritius, residing at 6, Rue Raemerich, L4310 Esch Sur Alzette, Luxembourg and
- 3) Mrs Apwinder Foster.

The managers may appoint agents, fix their powers, competences and dismiss them.

Second resolution

The company's registered office is located at 9A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the proxy holder of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read and translated into the language of the proxy holder of the appearing party, known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present original deed.

Follows the French version of the preceding text:

Suit la version française du texte qui précède:

L'AN DEUX MIL QUATORZE, LE DIX-HUIT AOUT.

Par-devant Maître Jacques CASTEL, notaire de résidence à Grevenmacher, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier restera détenteur de la présente minute.

A comparu:

KW Real Estate Lux S.à.r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 9A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg sous le numéro B184572,

ici représentée par Monsieur Benoit TASSIGNY, juriste, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

spécialement mandatée à cet effet par procuration en date du 13 août 2014.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «KW Investment Eleven Lux S.à r.l.» (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance de la Société. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés adoptée de la même manière que pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par simple décision du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Dans les cas où le conseil de gérance de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire de siège, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social. Les objets sociaux de la Société sont les suivants:

3.1. La prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier:

(a) acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, titres adossés à des actifs, certificats de dépôt et autre dette, et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris tout véhicule de titrisation;

(b) participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise.

3.2. L'acquisition de participations dans des prêts et/ou le prêt de fonds (y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations), à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. La Société peut également:

(a) acquérir des participations et investir dans des prêts garantis de premier rang renouvelables et à terme, dans des prêts garantis de deuxième rang à terme, dans des instruments mezzanine garantis et non-garantis, dans des prêts subordonnés et valeurs mobilières subordonnées, dans des prêts de type unitranche, et dans d'autres types de titres, valeurs mobilières et instruments;

(b) pour son propre compte, conclure, signer, délivrer, exécuter, des opérations de change de devises étrangères, des swap, des opérations sur des instruments dérivés et de matières premières dans la mesure où ces opérations facilitent ou améliorent la réalisation des objets sociaux de la Société et emploient des moyens et instruments destinés à la protéger contre les risques du crédit, des taux de change, le taux d'intérêt et autres risques;

(c) donner et recevoir des garanties et donner et recevoir des sûretés en faveur de tiers pour assurer ses obligations ou les obligations de ses succursales, filiales, ou toute autre société;

(d) nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs,

pour autant que la Société n'accomplisse aucune activité qui tomberait dans le champ d'application, et serait réglementée par, la Loi Bancaire du 5 avril 1993 relative au secteur financier telle qu'amendée de temps en temps.

3.3. La Société peut encore investir dans des l'acquisition et la gestion de portefeuille de brevets et d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.4. La Société peut emprunter sous toutes les formes exceptés par voie d'offre publique ou en recevant du public des dépôts ou autres fonds remboursables. Elle peut émettre par voie de placements privés uniquement, des créances, débentures, obligations et toute autre forme de dette et/ou capital, toutes sous forme nominative uniquement.

3.5. La Société peut d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace.

3.6. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que toutes transactions relatives à la propriété mobilière ou immobilière, qui directement ou indirectement favorisent, ou se rapportent à, la réalisation de son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civiques, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à GBP 12.000,- (douze mille livres sterling), représenté par 12.000 (douze mille) parts sociales (collectivement les Parts Sociales et individuellement une Part Sociale) ayant une valeur nominale de GBP 1,- (un livre sterling) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, adoptée de la même manière que pour une modification des Statuts.

5.3. L'associé unique de la Société peut effectuer des apports en capitaux propres. Les montants ainsi apportés seront librement distribuables par résolution de l'associé unique. Apport en Capitaux Propres signifie les montants (a) apportés par les associés de la Société, sans qu'aucune part sociale ne soit émise en contrepartie et (b) alloués aux comptes de la Société, au compte d'apports en capitaux propres (compte 115 «apport en capitaux propres non rémunéré par des titres» du plan comptable normalisé de Luxembourg daté du 10 Juin 2009).

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque Part Sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des Parts Sociales existantes.

6.2. La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Part Sociale. Les copropriétaires indivis de Parts Sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

6.3. Les Parts Sociales sont librement cessibles entre associés ou, s'il n'y a pas plus d'un associé, aux tiers.

Si la Société a plus d'un associé, le transfert des Parts Sociales à des non-associés est soumis à l'accord préalable de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

La cession de Parts Sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par l'associé unique.

6.5. La Société pourra racheter ses Parts Sociales dans les limites fixées par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1. La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'un ou plusieurs gérants nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixe le terme de leur mandat. Les gérants n'ont pas besoin d'être associé(s). L'associé unique ou l'assemblée générale des associés peut nommer des gérants de deux catégories différentes, étant les gérants de catégorie A (le(s) Gérant(s) de Catégorie A) et les gérants de Catégories B (le(s) Gérant(s) de Catégorie B).

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) par une décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à (aux) associé(s) par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, qu'ils soient associés ou non, par le gérant ou en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance de la Société.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence sera mentionnée brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit, soit en original, par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée (comprenant au moins un Gérant de Classe A, dans le cas où l'associé unique ou l'assemblée générale des associés a nommé différentes catégories de gérants). Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix exprimées à condition qu'au moins un Gérant de Classe A ait donné son accord sur ces résolutions, dans le cas où l'associé unique ou l'assemblée générale des associés a nommé différentes catégories de gérants. Les résolutions du conseil de gérance seront consignées en procès-verbaux signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à une réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion, et cette réunion est organisée et tenue au siège de la Société.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe de deux gérants, comprenant un Gérant de Classe A et un Gérant de Classe B, dans le cas où l'associé unique ou l'assemblée générale des associés a nommé différentes catégories de gérants ou, le cas échéant, par la ou les signature(s) individuelles ou conjointes de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Résolutions des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique seront consignées sous forme de procès-verbal ou établies sous forme de résolutions écrites.

12.2. Si la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par voie circulaire. Les associés seront consultés par écrit, conformément à l'article 13.2 de ces Statuts et émettront leur vote en signant les résolutions circulaires. Les signatures des associés peuvent apparaître sur un document unique ou sur différentes copies de ce document.

12.3. Dans tous les autres cas, les résolutions des associés seront adoptées à l'occasion d'assemblées générales des associés.

12.4. Chaque associé a des droits de vote au prorata de sa participation. Chaque Part Sociale donne droit à un vote.

Art. 13. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote.

13.1. Les associés peuvent être convoqués ou consultés par tout gérant. Le conseil de gérance ou, à défaut, le (les) réviseur(s) agréé(s), doivent convoquer ou consulter les associés suite à une demande des associés représentant plus de la moitié du capital social.

13.2. Une convocation écrite à toute assemblée générale des associés sera donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf dans les cas d'urgence dont la nature et les circonstances devront avoir été établies dans la convocation à l'assemblée.

13.3. Les assemblées générales des associés seront tenues aux lieux et heures précisés dans les convocations.

13.4. Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale des associés peut se tenir sans convocation préalable.

13.5. Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, (associé ou non), afin de le représenter à toute assemblée générale des associés.

13.6. Les décisions de l'assemblée générale des associés seront adoptées par les associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte lors de la première assemblée générale ou lors de la première consultation écrite, les associés seront convoqués une deuxième fois par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des votes émis, sans égard à la proportion du capital social représenté.

13.7. Les Statuts peuvent seulement être modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

13.8. Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social et assemblée générale des associés.

14.1. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le conseil de gérance dresse le bilan et le compte de pertes et profits de la Société ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, auditeur(s) (s'il y en a) et des associés envers la Société.

14.3. Chaque associé peut prendre connaissance de l'inventaire, du bilan et du rapport du (des) commissaire(s) aux comptes, s'il y en a, au siège social de la Société.

14.4. L'assemblée générale annuelle se tiendra aux lieu et place spécifiés dans la convocation. Le bilan et le compte de pertes et profits seront approuvés par voie circulaire ou lors d'une assemblée générale des associés dans les six (6) mois de la clôture de l'année financière.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée dès que la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale annuelle des associés déterminera l'affectation du solde du bénéfice net annuel. Elle pourra allouer ce solde au paiement d'un dividende, l'affecter à une réserve ou le reporter.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) un état des comptes est établi par le conseil de gérance de la Société;
- (ii) cet état des comptes montre que des bénéfices et autres réserves (incluant la prime d'émission et les Apports en Capitaux Propres) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté par les bénéfices reportés et les réserves distribuables mais réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer des dividendes intérimaires est adoptée par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés de la Société dans les deux (2) mois suivant la date de l'arrêté des comptes;
- (iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, en tenant compte des capitaux de la société; et
- (v) si les dividendes intérimaires payés excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excédent à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution des associé(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, aux associés au prorata des Parts Sociales détenues par chaque associé dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 17. Provision générale. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions légales de la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2014.

Souscription et paiement

Les 12.000 (douze mille) parts sociales ont été entièrement souscrites par l'associée unique, KVV Real Estate Lux S.à.r.l., prédésignée.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de GBP 12.000,- (douze mille livres sterling) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi sur les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ 1.300 EUR.

Résolutions de l'associée unique

L'associée unique prénommée, représentée comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Sont appelés aux fonctions de gérants de la société pour une durée indéterminée et avec les pouvoirs définis aux statuts:

- 1) Monsieur Yves Cheret, né le 1 mai 1966 à Eupen (Belgique), demeurant au 35, rue Tresch, L-8373 Hobscheid,
- 2) Monsieur Sanjeev Jewootah, né le 29 décembre 1975 à Mauritius, demeurant au 6, Rue Raemerich, L4310 Esch Sur Alzette, Luxembourg et
- 3) Madame Apwinder Foster.

Les gérants pourront nommer des agents, fixer leurs pouvoirs et attributions et les révoquer.

Deuxième résolution

Le siège social de la société est fixé au 9A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, le prédit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: B. TASSIGNY, J. CASTEL

Enregistré à Redange/Attert, le 20 août 2014 Relation: RED/2014/ 1872 Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): M. ELS.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 21 août 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014132556/517.

(140150636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

Suppe-Dienes Beteiligungsgesellschaft mbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3265 Bettembourg, 4, Op Fankenacker.

R.C.S. Luxembourg B 96.662.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014086557/10.

(140102048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Podium International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 103.808.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

PODIUM INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2014086427/11.

(140102602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

KW Investment Thirteen Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 189.666.

—
STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND FOURTEEN, ON THE EIGHTEENTH DAY OF THE MONTH OF AUGUST.

Before us Maître Jacques CASTEL, notary residing in Grevenmacher, Grand-Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg, to whom remains the present deed.

There appeared:

KW Real Estate Lux S.à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at 9A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B184572,

duly represented by Mr Benoit TASSIGNY, lawyer, residing professionally in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy dated on 13 August 2014.

Said proxy, signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of a limited liability company to be incorporated.

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "KW Investment Thirteen Lux S.à r.l." (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers of the Company. Where the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object. The corporate objects of the Company are as follows:

3.1. The acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular:

(a) acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, notes, assetbacked securities, debentures, certificates of deposit and other debt and other instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including any securitisation vehicle; and

(b) participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise.

3.2. The acquisition of participations in loans and/or lending of funds (including the proceeds of any borrowings and/or issuances of debt securities) to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. The Company may in particular:

(a) acquire participations and otherwise invest in and provide senior secured first lien revolving and term loans, senior secured second lien term loans, secured and unsecured mezzanine securities, junior loans and junior notes, unitranche loans, other types of hybrid debt, and bonds and other types of securities, notes and instruments;

(b) for own account, enter into, execute, deliver and perform foreign exchange currency transactions and swap, derivatives and commodity transactions to the extent that such transactions facilitate or further the performance of the

Company's corporate objects and employ techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate and other risks;

(c) give and receive guarantees and grant and receive securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company; and

(d) pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets,

provided that the Company may not carry on any activity that would fall within, and be regulated by, the Banking Act dated 5 April 1993 concerning the financial sector as amended from time to time.

3.3. The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.4. The Company may borrow in any form except by way of public offer or by way of collecting deposits or repayable funds from the public. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities, all in registered form only.

3.5. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management.

3.6. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to movable or immovable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) represented by 125 (one hundred twenty-five) shares (collectively the Shares, and individually a Share) with a par value of EUR 100.- (one hundred Euro) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

5.3 The sole shareholder of the Company may contribute Capital Surplus to it. Amounts so contributed shall be freely distributable by means of a resolution of the sole shareholder. Capital Surplus shall mean the amounts (a) contributed by the sole shareholder to the Company without any shares being issued in exchange, and (b) allocated in the accounts of the Company to the non-share contribution account (account 115 "capital contribution without the issuance of new shares" of the Luxembourg standard chart of account of 10 June 2009).

Art. 6. Shares.

6.1. Each Share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of Shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of Shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by a board of managers composed of one or several managers appointed by a resolution of the sole shareholder or the general meeting of the shareholders which sets the term of their office. The managers need not be shareholder(s). The sole shareholder or the general meeting of the shareholders may appoint managers of two different classes, being class A managers (the Class A Manager(s)) and class B managers (the Class B Manager(s)).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason), by a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the shareholder(s) fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the board of managers of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented, (including at least one Class A Manager in the event that the sole shareholder or the general meeting of the shareholders has appointed different classes of managers). Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast, (provided that at least one Class A Manager has agreed on those resolutions, in the event that the sole shareholder or the general meeting of the shareholders has appointed different classes of managers). The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting, and such meeting shall be convened and chaired from the registered office of the Company.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of two managers, including one Class A Manager and one Class B Manager in the event that the sole shareholder or the general meeting of the shareholders has appointed different classes of managers or, as the case may be, by the joint or sole signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders**Art. 12. Powers and voting rights.**

12.1. The sole shareholder shall exercise all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders. The decisions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

12.2. If the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolutions. The shareholders shall be consulted in writing in accordance with article 13.2 of these Articles and shall cast their vote by signing the circular resolutions. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies thereof.

12.3. In all other cases, resolutions of the shareholders shall be adopted at general meetings of shareholders.

12.4. Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. Each Share entitles one vote.

Art. 13. Notices, quorum, majority and voting procedures.

13.1. The shareholders may be convened or consulted by any manager. The board of managers or, failing which, the statutory auditor(s), must convene or consult the shareholders following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

13.2. Written notice of any general meeting of shareholders shall be given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which shall have been set forth in the notice of the meeting.

13.3. General meetings of shareholders shall be held at such place and time specified in the notices.

13.4. If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

13.5. A shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a shareholder) in order to represent him/her/it at any general meeting of shareholders.

13.6. Resolutions of the general meeting of shareholders shall be passed by shareholders owning more than half of the share capital. If this majority is not reached at the first meeting or first written consultation, the shareholders shall be convened or consulted a second time by registered letter, and resolutions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

13.7. The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

13.8. Any change in the nationality of the Company and any increase of any shareholder's commitments in the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Financial year and annual general meeting of shareholders.

14.1. The financial year of the Company shall begin on the first of January and end on the thirty-first of December of each year.

14.2. Each year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts of the managers, auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the inventory, the balance sheet and the report of the statutory auditor(s), if any, at the registered office.

14.4. The annual general meeting shall be held at the place and time specified in the convening notice. The balance sheet and profit and loss accounts shall be approved by circular resolution or at the annual general meeting within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. This allocation shall cease to be required when the legal reserve has reached an amount equal to ten per cent (10%) of the corporate capital.

15.2. The annual general meeting of shareholders shall determine how the balance of the annual net profits shall be disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) interim accounts are drawn up by the board of managers;
- (ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium and Capital Surplus) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;
- (iii) the decision to pay the interim dividend is taken by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;
- (iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and
- (v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder (s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the Shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

Art. 17. General Provision. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory disposition

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on 31st December 2014.

Subscription and payment

The 125 (one hundred twenty-five) shares have been entirely subscribed by the sole shareholder, KW Real Estate Lux S.à.r.l., above named.

All the shares have been entirely paid up in cash, so that the company has now at its disposal the sum of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in article 183 of the law on Commercial Companies have been fulfilled.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its incorporation is approximately fixed at EUR 1,300.

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder, prenamed, represented as mentioned above, representing the whole of the share capital, passed the following resolutions:

First resolution

Are appointed managers of the company, for an undetermined period and with the powers indicated in the articles of incorporation:

- 1) Mr Yves Cheret, born on 1 May 1966 in Eupen (Belgium), residing at 35, rue Tresch, L-8373 Hobscheid,
- 2) Mr Sanjeev Jewootah, born on 29 December 1975 in Mauritius, residing at 6, Rue Raemerich, L4310 Esch Sur Alzette, Luxembourg and
- 3) Mrs Padmini Singla.

The managers may appoint agents, fix their powers, competences and dismiss them.

Second resolution

The company's registered office is located at 9A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the proxy holder of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read and translated into the language of the proxy holder of the appearing party, known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present original deed.

Follows the French version of the preceding text: Suit la version française du texte qui précède:

L'AN DEUX MIL QUATORZE, LE DIX-HUIT AOUT.

Par-devant Maître Jacques CASTEL, notaire de résidence à Grevenmacher, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier restera détenteur de la présente minute.

A comparu:

KW Real Estate Lux S.à.r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 9A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg sous le numéro B184572,

ici représentée par Monsieur Benoit TASSIGNY, juriste, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

spécialement mandatée à cet effet par procuration en date du 13 août 2014.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «KW Investment Thirteen Lux S.à r.l.» (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché Luxembourg. Le siège social peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance de la Société. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés adoptée de la même manière que pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par simple décision du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Dans les cas où le conseil de gérance de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire de siège, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social. Les objets sociaux de la Société sont les suivants:

3.1. La prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier:

(a) acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, titres adossés à des actifs, certificats de dépôt et autre dette, et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris tout véhicule de titrisation;

(b) participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise.

3.2. L'acquisition de participations dans des prêts et/ou le prêt de fonds (y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations), à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. La Société peut également:

(a) acquérir des participations et investir dans des prêts garantis de premier rang renouvelables et à terme, dans des prêts garantis de deuxième rang à terme, dans des instruments mezzanine garantis et non-garantis, dans des prêts subordonnés et valeurs mobilières subordonnées, dans des prêts de type unitranche, et dans d'autres types de titres, valeurs mobilières et instruments;

(b) pour son propre compte, conclure, signer, délivrer, exécuter, des opérations de change de devises étrangères, des swap, des opérations sur des instruments dérivés et de matières premières dans la mesure où ces opérations facilitent ou améliorent la réalisation des objets sociaux de la Société et emploient des moyens et instruments destinés à la protéger contre les risques du crédit, des taux de change, le taux d'intérêt et autres risques;

(c) donner et recevoir des garanties et donner et recevoir des sûretés en faveur de tiers pour assurer ses obligations ou les obligations de ses succursales, filiales, ou toute autre société;

(d) nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs,

pour autant que la Société n'accomplisse aucune activité qui tomberait dans le champ d'application, et serait réglementée par, la Loi Bancaire du 5 avril 1993 relative au secteur financier telle qu'amendée de temps en temps.

3.3. La Société peut encore investir dans des l'acquisition et la gestion de portefeuille de brevets et d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.4. La Société peut emprunter sous toutes les formes exceptés par voie d'offre publique ou en recevant du public des dépôts ou autres fonds remboursables. Elle peut émettre par voie de placements privés uniquement, des créances, debentures, obligations et toute autre forme de dette et/ou capital, toutes sous forme nominative uniquement.

3.5. La Société peut d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace.

3.6. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que toutes transactions relatives à la propriété mobilière ou immobilière, qui directement ou indirectement favorisent, ou se rapportent à, la réalisation de son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civiques, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros), représenté par 125 (cent vingt-cinq) parts sociales (collectivement les Parts Sociales et individuellement une Part Sociale) ayant une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, adoptée de la même manière que pour une modification des Statuts.

5.3. L'associé unique de la Société peut effectuer des apports en capitaux propres. Les montants ainsi apportés seront librement distribuables par résolution de l'associé unique. Apport en Capitaux Propres signifie les montants (a) apportés par les associés de la Société, sans qu'aucune part sociale ne soit émise en contrepartie et (b) alloués aux comptes de la Société, au compte d'apports en capitaux propres (compte 115 «apport en capitaux propres non rémunéré par des titres» du plan comptable normalisé de Luxembourg daté du 10 Juin 2009).

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque Part Sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des Parts Sociales existantes.

6.2. La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Part Sociale. Les copropriétaires indivis de Parts Sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

6.3. Les Parts Sociales sont librement cessibles entre associés ou, s'il n'y a pas plus d'un associé, aux tiers.

Si la Société a plus d'un associé, le transfert des Parts Sociales à des non-associés est soumis à l'accord préalable de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

La cession de Parts Sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par l'associé unique.

6.5. La Société pourra racheter ses Parts Sociales dans les limites fixées par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1. La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'un ou plusieurs gérants nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixe le terme de leur mandat. Les gérants n'ont pas besoin d'être associé(s). L'associé unique ou l'assemblée générale des associés peut nommer des gérants de deux catégories différentes, étant les gérants de catégorie A (le(s) Gérant(s) de Catégorie A) et les gérants de Catégories B (le(s) Gérant(s) de Catégorie B).

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) par une décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à (aux) associé(s) par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, qu'ils soient associés ou non, par le gérant ou en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance de la Société.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence sera mentionnée brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit, soit en original, par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée (comprenant au moins un Gérant de Classe A, dans le cas où l'associé unique ou l'assemblée générale des associés a nommé différentes catégories de gérants). Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix exprimées à condition qu'au moins un Gérant de Classe A ait donné son accord sur ces résolutions, dans le cas où l'associé unique ou l'assemblée générale des associés a nommé différentes catégories de gérants. Les résolutions du conseil de gérance seront consignées en procès-verbaux signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à une réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion, et cette réunion est organisée et tenue au siège de la Société.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe de deux gérants, comprenant un Gérant de Classe A et un Gérant de Classe B, dans le cas où l'associé unique ou l'assemblée générale des associés a nommé différentes catégories de gérants ou, le cas échéant, par la ou les signature(s) individuelles ou conjointes de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Résolutions des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique seront consignées sous forme de procès-verbal ou établies sous forme de résolutions écrites.

12.2. Si la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par voie circulaire. Les associés seront consultés par écrit, conformément à l'article 13.2 de ces Statuts et émettront leur vote en signant les résolutions circulaires. Les signatures des associés peuvent apparaître sur un document unique ou sur différentes copies de ce document.

12.3. Dans tous les autres cas, les résolutions des associés seront adoptées à l'occasion d'assemblées générales des associés.

12.4. Chaque associé a des droits de vote au prorata de sa participation. Chaque Part Sociale donne droit à un vote.

Art. 13. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote.

13.1. Les associés peuvent être convoqués ou consultés par tout gérant. Le conseil de gérance ou, à défaut, le (les) réviseur(s) agréé(s), doivent convoquer ou consulter les associés suite à une demande des associés représentant plus de la moitié du capital social.

13.2. Une convocation écrite à toute assemblée générale des associés sera donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf dans les cas d'urgence dont la nature et les circonstances devront avoir été établies dans la convocation à l'assemblée.

13.3. Les assemblées générales des associés seront tenues aux lieux et heures précisés dans les convocations.

13.4. Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale des associés peut se tenir sans convocation préalable.

13.5. Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, (associé ou non), afin de le représenter à toute assemblée générale des associés.

13.6. Les décisions de l'assemblée générale des associés seront adoptées par les associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte lors de la première assemblée générale ou lors de la première consultation écrite, les associés seront convoqués une deuxième fois par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des votes émis, sans égard à la proportion du capital social représenté.

13.7. Les Statuts peuvent seulement être modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

13.8. Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social et assemblée générale des associés.

14.1. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le conseil de gérance dresse le bilan et le compte de pertes et profits de la Société ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, auditeur(s) (s'il y en a) et des associés envers la Société.

14.3. Chaque associé peut prendre connaissance de l'inventaire, du bilan et du rapport du (des) commissaire(s) aux comptes, s'il y en a, au siège social de la Société.

14.4. L'assemblée générale annuelle se tiendra aux lieu et place spécifiés dans la convocation. Le bilan et le compte de pertes et profits seront approuvés par voie circulaire ou lors d'une assemblée générale des associés dans les six (6) mois de la clôture de l'année financière.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée dès que la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale annuelle des associés déterminera l'affectation du solde du bénéfice net annuel. Elle pourra allouer ce solde au paiement d'un dividende, l'affecter à une réserve ou le reporter.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) un état des comptes est établi par le conseil de gérance de la Société;
- (ii) cet état des comptes montre que des bénéfices et autres réserves (incluant la prime d'émission et les Apports en Capitaux Propres) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté par les bénéfices reportés et les réserves distribuables mais réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer des dividendes intérimaires est adoptée par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés de la Société dans les deux (2) mois suivant la date de l'arrêté des comptes;
- (iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, en tenant compte des capitaux de la société; et
- (v) si les dividendes intérimaires payés excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excédent à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution des associé(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, aux associés au prorata des Parts Sociales détenues par chaque associé dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 17. Provision générale. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions légales de la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2014.

Souscription et paiement

Les 125 (cent vingt-cinq) parts sociales ont été entièrement souscrites par l'associée unique, KW Real Estate Lux S.à.r.l., prédésignée.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi sur les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR1.300.

Résolutions de l'associée unique

L'associée unique prénommée, représentée comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Sont appelés aux fonctions de gérants de la société pour une durée indéterminée et avec les pouvoirs définis aux statuts:

- 1) Monsieur Yves Cheret, né le 1 mai 1966 à Eupen (Belgique), demeurant au 35, rue Tresch, L-8373 Hobscheid,
- 2) Monsieur Sanjeev Jewootah, né le 29 décembre 1975 à Mauritius, demeurant au 6, Rue Raemerich, L-4310 Esch Sur Alzette, Luxembourg et
- 3) Madame Padmini Singla.

Les gérants pourront nommer des agents, fixer leurs pouvoirs et attributions et les révoquer.

Deuxième résolution

Le siège social de la société est fixé au 9A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, le prédit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: B.TASSIGNY, J. CASTEL.

Enregistré à Redange/Attert, le 20 août 2014. Relation: RED/2014/1874. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. ELS.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 21 août 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014133202/517.

(140150991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2014.

Scaffolding Group Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3311 Abweiler, 38, rue du Village.

R.C.S. Luxembourg B 138.681.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 21.05.2014

Cinquième résolution

L'assemblée constate que les mandats de l'administrateur, Monsieur SCHARES Théo et du commissaire aux comptes, Madame Sylvie LUTTY sont venus à l'échéance. Elle décide de renouveler leurs mandats pour une nouvelle période de six ans, expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2020.

Conseil d'administration:

-Monsieur SCHARES Théo, administrateur de société, L-3311 Abweiler, 38, rue du Village

Commissaire aux comptes:

-Madame LUTTY Sylvie, comptable, L-3311 Abweiler, 38, rue du Village

Abweiler, le 21 mai 2014.

POUR EXTRAIT CONFORME

Théo SCHARES / François KIRCHEN / Jacques BOCK

Le président / Le Scrutateur / Le secrétaire

Référence de publication: 2014086513/20.

(140101870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

SEB Fund Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 44.726.

—
 In the year two thousand and fourteen, on the eighth day of August,

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of SEB Fund Services S.A., a société anonyme (the "Company"), having its registered office in L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

The Company is registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under the section B and the number 44.726.

The Company was incorporated under the name "Skandifond International Advisory Company S.A." pursuant to a deed of Maître Marc Elter, then notary residing in Luxembourg, on 2 August 1993, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 488 of 18 October 1993. The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time on 3 April 2012; such deed was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1236 of 18 May 2012.

The meeting was opened at 11:00 a.m. by Nicole Schmidt-Troje, with professional address in Howald, being in the chair.

The chairman appoints Chantal Leclerc, with professional address in Howald, as secretary.

The meeting elects as scrutineer Claudia Schmidt, with professional address in Howald.

The chairman then states:

A. Pursuant to article 67-1 (2) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the present meeting may only deliberate on the items of the agenda if at least 50% of the issued share capital is represented.

B. The shareholder represented, the proxy of the represented shareholder and the number of shares owned by the shareholder are shown on an attendance list which, signed by the shareholder or its proxy and by the bureau of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy of the represented shareholder, signed "ne varietur" by the persons appearing and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed.

C. Pursuant to the attendance list, 100% of the issued and outstanding shares are represented.

D. The whole share capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

E. Consequently, the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate and decide upon the items of the following agenda:

1. Amendment of Article 4. "Purpose" of the Company's articles of incorporation as follows with retroactive effect from 22 July 2014:

" **Art. 4. Purpose.** The object of the Company is

(i) the management of Luxembourg and foreign undertakings for collective investment in transferable securities (UCITS) authorised pursuant to Directive 2009/65/EC and the management of Luxembourg and foreign other undertakings for collective investment (UCI), in accordance with article 101(2) and annex II of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as amended (the "2010 Law"); and

(ii) the performance, for Luxembourg and foreign alternative investment funds (AIF) under Directive 2011/61/EU of investment management functions, administration functions, marketing functions and other activities related to the assets of AIF, in accordance with article 5(2) and annex I of the Luxembourg law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers (AIFM) as amended (the "2013 Law"); and

(iii) the management of any types of Luxembourg investment funds and companies and undertakings, including but not limited to specialised investment funds (SIF) under the Luxembourg law of 13 February 2007 on specialised investment funds as amended (the "SIF Law"), venture capital companies (SICAR) under the Luxembourg law of 15 June 2004 relating to investment companies in risk capital as amended (the "SICAR Law"), pension savings companies with variable capital (SEPCAV) and pension savings associations (ASSEP) under the Luxembourg law of 13 July 2005 on institutions for occupational retirement as amended (the "Pension Fund Law") and securitisation undertakings under the Luxembourg law of 22 March 2004 on securitisation as amended (the "Securitisation Law"); and

(iv) the carrying out of the activities mentioned under items (i), (ii) and (iii) as delegate of another entity authorised to perform these activities as principal; and

(v) the carrying out of the activities mentioned under (iii) for any types of investment funds and companies and undertakings under the law of any other Member State of the European Union or of any other jurisdiction similar to the Luxembourg entities referred to in the SIF Law, the SICAR Law, the Pension Fund Law and the Securitisation Law; and

(vi) the provision of management, administration and marketing services to the Luxembourg and foreign subsidiaries, special purpose vehicles and general partners of the UCITS, UCI, AIF, SIF, SICAR, institutions for occupational retirement, securitisation vehicles and any other investment funds and companies and undertakings to which it provides services, including domiciliation and administration support services; however

(vii) the Company will not provide the services of (a) management of portfolios of investments on a discretionary client-by-client basis, (b) investment advice, (c) safekeeping and administration in relation to shares or units of undertakings for collective investment or (d) reception and transmission of orders in relation to financial instruments as contemplated in article 101(3) of the 2010 Law and/or article 5(4) of the 2013 Law.

The Company may provide temporary financing or guarantees to/for the UCITS, UCI, AIF, SIF, SICAR, institutions for occupational retirement, securitisation vehicles and any other investment funds and companies and undertakings to which it provides services, including in connection with the unit/share subscription and redemption process, maintaining collection accounts, financing contingent deferred sales charges or performing similar activities.

The Company may hold participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies (including in regulated entities), or other business entities, acquire by purchase, subscription, or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind or hold interests in partnerships remaining always within the limits of the 2010 Law, the 2013 Law, the SIF Law, the SICAR Law, the Pension Fund Law and the Securitisation Law.

The Company may perform any types of permitted activities in any Member State of the European Union based on the freedom to provide services and the freedom to establish a branch under European Union law.

The Company may carry out any activities connected directly or indirectly to, and/or deemed useful and/or necessary for the accomplishment of its object, remaining however within the limitations set forth in, but to the fullest extent permitted by, the 2010 Law, the 2013 Law, the SIF Law, the SICAR Law, the Pension Fund Law and the Securitisation Law”.

2. Change of Article 25. “Final Provisions” in order to reflect the references to all applicable laws. The wording of the said article will be as follows:

“ **Art. 25. Final Provisions.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with Luxembourg legal requirements, especially the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and the 2010 Law, as amended, and the 2013 Law, as amended”.

3. Appointment of Magnus Wallberg as additional Director of the Company with effect from the day of approval by the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) and until the next annual general meeting of shareholders of the Company to be held in 2015.

After the foregoing is approved by the general meeting of the sole shareholder (the “General Meeting”), the following resolutions are adopted:

First Resolution

The General Meeting resolves to amend Article 4 of the Articles of Incorporation so as to read with retroactive effect from 22 July 2014 as follows:

“ **Art. 4. Purpose.** The object of the Company is

(i) the management of Luxembourg and foreign undertakings for collective investment in transferable securities (UCITS) authorised pursuant to Directive 2009/65/EC and the management of Luxembourg and foreign other undertakings for collective investment (UCI), in accordance with article 101(2) and annex II of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as amended (the “2010 Law”); and

(ii) the performance, for Luxembourg and foreign alternative investment funds (AIF) under Directive 2011/61/EU of investment management functions, administration functions, marketing functions and other activities related to the assets of AIF, in accordance with article 5(2) and annex I of the Luxembourg law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers (AIFM) as amended (the “2013 Law”); and

(iii) the management of any types of Luxembourg investment funds and companies and undertakings, including but not limited to specialised investment funds (SIF) under the Luxembourg law of 13 February 2007 on specialised investment funds as amended (the “SIF Law”), venture capital companies (SICAR) under the Luxembourg law of 15 June 2004 relating to investment companies in risk capital as amended (the “SICAR Law”), pension savings companies with variable capital (SEPCAV) and pension savings associations (ASSEP) under the Luxembourg law of 13 July 2005 on institutions for occupational retirement as amended (the “Pension Fund Law”) and securitisation undertakings under the Luxembourg law of 22 March 2004 on securitisation as amended (the “Securitisation Law”); and

(iv) the carrying out of the activities mentioned under items (i), (ii) and (iii) as delegate of another entity authorised to perform these activities as principal; and

(v) the carrying out of the activities mentioned under (iii) for any types of investment funds and companies and undertakings under the law of any other Member State of the European Union or of any other jurisdiction similar to the Luxembourg entities referred to in the SIF Law, the SICAR Law, the Pension Fund Law and the Securitisation Law; and

(vi) the provision of management, administration and marketing services to the Luxembourg and foreign subsidiaries, special purpose vehicles and general partners of the UCITS, UCI, AIF, SIF, SICAR, institutions for occupational retirement, securitisation vehicles and any other investment funds and companies and undertakings to which it provides services, including domiciliation and administration support services; however

(vii) the Company will not provide the services of (a) management of portfolios of investments on a discretionary client-by-client basis, (b) investment advice, (c) safekeeping and administration in relation to shares or units of undertakings for collective investment or (d) reception and transmission of orders in relation to financial instruments as contemplated in article 101(3) of the 2010 Law and/or article 5(4) of the 2013 Law.

The Company may provide temporary financing or guarantees to/for the UCITS, UCI, AIF, SIF, SICAR, institutions for occupational retirement, securitisation vehicles and any other investment funds and companies and undertakings to which it provides services, including in connection with the unit/share subscription and redemption process, maintaining collection accounts, financing contingent deferred sales charges or performing similar activities.

The Company may hold participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies (including in regulated entities), or other business entities, acquire by purchase, subscription, or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind or hold interests in partnerships remaining always within the limits of the 2010 Law, the 2013 Law, the SIF Law, the SICAR Law, the Pension Fund Law and the Securitisation Law.

The Company may perform any types of permitted activities in any Member State of the European Union based on the freedom to provide services and the freedom to establish a branch under European Union law.

The Company may carry out any activities connected directly or indirectly to, and/or deemed useful and/or necessary for the accomplishment of its object, remaining however within the limitations set forth in, but to the fullest extent permitted by, the 2010 Law, the 2013 Law, the SIF Law, the SICAR Law, the Pension Fund Law and the Securitisation Law”.

Second Resolution

The General Meeting resolves to amend Art. 25. Final Provisions, as to henceforth read as follows:

“ **Art. 25. Final Provisions.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with Luxembourg legal requirements, especially the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and the 2010 Law, as amended, and the 2013 Law, as amended”.

Third Resolution

The General Meeting resolves to appoint Magnus Wallberg as additional Director of the Company with effect from the day of approval by the “Commission de Surveillance du Secteur Financier” (CSSF) and until the next annual general meeting of shareholders of the Company to be held in 2015.

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the meeting, the meeting is closed.

The undersigned notary, who knows English, states herewith that on request of the persons appearing, the present deed is worded in English, followed by a German version; on request of the same persons and in case of any difference between the English and the German text, the English text will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Howald, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, said persons appearing signed with us, the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung der vorgenannten Urkunde:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am achten August.

Vor Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg).

Wird eine außerordentliche Generalversammlung des einzigen Anteilhabers der Gesellschaft SEB Fund Services S.A., einer société anonyme (hiernach die „Gesellschaft“), mit Sitz in L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen, abgehalten.

Die Gesellschaft ist beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 44.726 eingetragen.

Die Gesellschaft wurde unter der Bezeichnung " Skandifond International Advisory Company S.A" gemäß Urkunde vom 2. August 1993 des Notars Marc Elter mit Amtssitz in Luxemburg gegründet, die im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (hiernach "Mémorial C") Nummer 488 vom 18. Oktober 1993 veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft wurde zum letzten Mal am 3. April 2012 abgeändert; diese Urkunde wurde im Mémorial C, Nummer 1236 vom 18. Mai 2012 veröffentlicht.

Die Versammlung wurde um 11:00 Uhr unter dem Vorsitz von Nicole Schmidt-Troje, beruflich ansässig in Howald eröffnet.

Die Vorsitzende bestimmt Chantal Leclerc, beruflich ansässig in Howald zur Schriftführerin der Versammlung.

Die Versammlung beruft Claudia Schmidt beruflich ansässig in Howald zur Stimmzählerin.

Die Vorsitzende gibt folgende Erklärungen ab:

A. Gemäß Artikel 67-1 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung kann die gegenwärtige Versammlung nur wirksam über die Punkte der Tagesordnung abstimmen, wenn mindestens 50% des ausgegebenen Aktienkapitals vertreten ist.

B. Die bei der gegenwärtigen Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre, sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien wurden auf einer von der Versammlungsleitung angefertigten und von den anwesenden Aktionären und den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre unterschriebenen Anwesenheitsliste aufgeführt, welche zusammen mit der gegenwärtigen Urkunde hinterlegt wird.

Die Vollmacht des vertretenen Aktionärs wird, nachdem sie von der Versammlungsleitung und dem amtierenden Notar "ne varietur" unterzeichnet wurde, der gegenwärtigen Urkunde beigelegt.

C. Gemäß der Anwesenheitsliste sind 100% der ausgegebenen Aktien vertreten.

D. Da das gesamte Aktienkapital auf der gegenwärtigen Versammlung anwesend oder vertreten ist und alle anwesenden oder vertretenen Aktionäre erklären, dass sie von der Versammlung ordnungsgemäß in Kenntnis gesetzt worden und von der Tagesordnung vor der Versammlung Kenntnis hatten, war es nicht nötig, formelle Einberufungsschreiben zu versenden.

E. Demzufolge ist die gegenwärtige Versammlung ordnungsgemäß konstituiert und kann wirksam über folgende Punkte der Tagesordnung beraten und entscheiden:

1. Abänderung von Artikel 4 „Gesellschaftszweck“, mit rückwirkendem Datum zum 22. Juli 2014 wie folgt:

„ **Art. 4. Gesellschaftszweck.** „Der Zweck der Gesellschaft ist

(i) die Verwaltung von luxemburgischen und ausländischen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW), die gemäß der Richtlinie 2009/65/EG zugelassen sind, und die Verwaltung von luxemburgischen und ausländischen anderen Organismen für gemeinsame Anlagen (OGA) gemäß Artikel 101(2) und Anhang II des luxemburgischen Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz von 2010“); und

(ii) die Ausführung von Anlageverwaltungsaufgaben, Verwaltungsaufgaben, Marketingaufgaben und sonstigen Tätigkeiten in Zusammenhang mit den Vermögenswerten von ausländischen alternativen Investmentfonds (AIF) für luxemburgische und ausländische AIF gemäß Artikel 5(2) und Anhang I des luxemburgischen Gesetzes vom 12. Juli 2013 über Verwalter alternativer Investmentfonds (AIFM) in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz von 2013“); und

(iii) die Verwaltung von luxemburgischen Investmentfonds, -gesellschaften und -organismen aller Art, insbesondere spezialisierten Investmentfonds (SIF) gemäß dem luxemburgischen Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner jeweils gültigen Fassung (das „SIF-Gesetz“), luxemburgischen Gesellschaften zur Anlage in Risikokapital (SICAR) gemäß dem luxemburgischen Gesetz vom 15. Juni 2004 über Gesellschaften zur Anlage in Risikokapital in seiner jeweils gültigen Fassung (das „SICAR-Gesetz“), Altersvorsorge-Spargesellschaften mit variablem Kapital (SEPCAV) und Altersvorsorge-Sparvereinigungen (ASSEP) gemäß dem luxemburgischen Gesetz vom 13. Juli 2005 über die Tätigkeiten und die Beaufsichtigung von Einrichtungen der betrieblichen Altersvorsorge in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Pensionsfondsgesetz“) und Verbriefungsorganismen gemäß dem luxemburgischen Gesetz vom 22. März 2004 über die Verbriefung in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Verbriefungsgesetz“); und

(iv) die Ausführung der unter den Punkten (i), (ii) und (iii) genannten Tätigkeiten als Bevollmächtigter einer anderen Rechtsperson, die berechtigt ist, diese Tätigkeiten selbst auszuführen; und

(v) die Ausführung der unter (iii) genannten Tätigkeiten für Investmentfonds, -gesellschaften und -organismen aller Art nach dem Recht eines Mitgliedstaates der Europäischen Union oder eines anderen Rechtsgebiets, die mit den im SIF-Gesetz, dem SICAR-Gesetz, dem Pensionsfondsgesetz und dem Verbriefungsgesetz genannten luxemburgischen Rechtspersonen vergleichbar sind; und

(vi) die Erbringung von Management-, Verwaltungs- und Marketingdienstleistungen für luxemburgische und ausländische Tochtergesellschaften, Zweckgesellschaften und persönlich haftende Gesellschafter der OGAW, OGA, AIF, SIF, SICAR, Einrichtungen der betrieblichen Altersversorgung, Verbriefungsinstrumente und alle anderen Investmentfonds und -gesellschaften und -organismen, für die sie Dienstleistungen erbringt, einschließlich Domizilierungsdienstleistungen und Dienstleistungen zur Unterstützung der Verwaltung;

(vii) die Gesellschaft wird jedoch folgende Dienstleistungen nicht erbringen: (a) die diskretionäre Verwaltung von Anlageportfolios auf Einzelkundenbasis, (b) Anlageberatung, (c) die Verwahrung und Verwaltung von Aktien oder Anteilen von Organismen für gemeinsame Anlagen oder (d) die Entgegennahme und Weiterleitung von Aufträgen in Zusammenhang mit Finanzinstrumenten im Sinne von Artikel 101(3) des Gesetzes von 2010 und/oder Artikel 5(4) des Gesetzes von 2013.

Die Gesellschaft kann den OGAW, OGA, AIF, SIF, SICAR, Einrichtungen der betrieblichen Altersversorgung, Verbriefungsinstrumenten und allen anderen Investmentfonds, -gesellschaften und -organismen, für die sie Dienstleistungen erbringt, vorübergehende Finanzhilfen oder Garantien bereitstellen, u.a. in Zusammenhang mit dem Anteilszeichnungs- und Rücknahmeverfahren, der Führung von Inkassokonten, der Finanzierung von bedingt aufgeschobenen Verkaufsbühren oder der Ausführung ähnlicher Tätigkeiten.

Die Gesellschaft kann jeweils unter Einhaltung der Beschränkungen des Gesetzes von 2010, des Gesetzes von 2013, des SIF-Gesetzes, des SICAR-Gesetzes, des Pensionsfondsgesetzes und des Verbriefungsgesetzes Beteiligungen aller Art

an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften (darunter an regulierten Unternehmen) oder an sonstigen Geschäftseinheiten halten, durch Kauf, Zeichnung oder auf jede sonstige Weise erwerben sowie durch Verkauf, Umtausch oder sonstige Veräußerung von Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Schuldscheinen oder sonstigen Wertpapieren aller Art übertragen oder Beteiligungen an Partnerschaften halten.

Die Gesellschaft kann nach den Grundsätzen des freien Dienstleistungsverkehrs und der Niederlassungsfreiheit gemäß den Rechtsvorschriften der Europäischen Union zulässige Tätigkeiten aller Art in jedem Mitgliedstaat der Europäischen Union ausführen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten, die direkt oder indirekt mit der Erfüllung ihres Zwecks in Zusammenhang stehen und/oder für die Erfüllung ihres Zwecks als nützlich und/oder notwendig gelten, im weitesten zulässigen Rahmen des Gesetzes von 2010, des Gesetzes von 2013, des SIF-Gesetzes, des SICAR-Gesetzes, des Pensionsfondsgesetzes und des Verbriefungsgesetzes und unter Einhaltung der in diesen Gesetzen dargelegten Beschränkungen ausüben.“

2. Abänderung der Formulierung des Artikels 25. Schlussbestimmung um die anwendbaren Gesetze widerzuspiegeln. Artikel 25 wird fortan wie folgt lauten:

„ **Art. 25. Schlussbestimmungen.** Für sämtliche Punkte, welche durch diese Satzung nicht festgelegt sind, wird auf die luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere auf die Gesetze vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften wie abgeändert, vom 17. Dezember 2010 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen und das 2013 Gesetz, hingewiesen“.

Nachdem die Generalversammlung des einzigen Anteilinhabers (die „Versammlung“) den Erklärungen des Vorsitzenden zugestimmt hat, hat sie folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt Artikel 4 der Gesellschaftssatzung mit rückwirkendem Datum zum 22. Juli 2014 wie folgt abzuändern:

„ **Art. 4. Gesellschaftszweck.** „Der Zweck der Gesellschaft ist

(i) die Verwaltung von luxemburgischen und ausländischen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW), die gemäß der Richtlinie 2009/65/EG zugelassen sind, und die Verwaltung von luxemburgischen und ausländischen anderen Organismen für gemeinsame Anlagen (OGA) gemäß Artikel 101(2) und Anhang II des luxemburgischen Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz von 2010“); und

(ii) die Ausführung von Anlageverwaltungsaufgaben, Verwaltungsaufgaben, Marketingaufgaben und sonstigen Tätigkeiten in Zusammenhang mit den Vermögenswerten von ausländischen alternativen Investmentfonds (AIF) für luxemburgische und ausländische AIF gemäß Artikel 5(2) und Anhang I des luxemburgischen Gesetzes vom 12. Juli 2013 über Verwalter alternativer Investmentfonds (AIFM) in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz von 2013“); und

(iii) die Verwaltung von luxemburgischen Investmentfonds, -gesellschaften und -organismen aller Art, insbesondere spezialisierten Investmentfonds (SIF) gemäß dem luxemburgischen Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner jeweils gültigen Fassung (das „SIF-Gesetz“), luxemburgischen Gesellschaften zur Anlage in Risikokapital (SICAR) gemäß dem luxemburgischen Gesetz vom 15. Juni 2004 über Gesellschaften zur Anlage in Risikokapital in seiner jeweils gültigen Fassung (das „SICAR-Gesetz“), Altersvorsorge-Spargesellschaften mit variablem Kapital (SEPCAV) und Altersvorsorge-Sparvereinigungen (ASSEP) gemäß dem luxemburgischen Gesetz vom 13. Juli 2005 über die Tätigkeiten und die Beaufsichtigung von Einrichtungen der betrieblichen Altersvorsorge in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Pensionsfondsgesetz“) und Verbriefungsorganismen gemäß dem luxemburgischen Gesetz vom 22. März 2004 über die Verbriefung in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Verbriefungsgesetz“); und

(iv) die Ausführung der unter den Punkten (i), (ii) und (iii) genannten Tätigkeiten als Bevollmächtigter einer anderen Rechtsperson, die berechtigt ist, diese Tätigkeiten selbst auszuführen; und

(v) die Ausführung der unter (iii) genannten Tätigkeiten für Investmentfonds, -gesellschaften und -organismen aller Art nach dem Recht eines Mitgliedstaates der Europäischen Union oder eines anderen Rechtsgebiets, die mit den im SIF-Gesetz, dem SICAR-Gesetz, dem Pensionsfondsgesetz und dem Verbriefungsgesetz genannten luxemburgischen Rechtspersonen vergleichbar sind; und

(vi) die Erbringung von Management-, Verwaltungs- und Marketingdienstleistungen für luxemburgische und ausländische Tochtergesellschaften, Zweckgesellschaften und persönlich haftende Gesellschafter der OGAW, OGA, AIF, SIF, SICAR, Einrichtungen der betrieblichen Altersversorgung, Verbriefungsinstrumente und alle anderen Investmentfonds und -gesellschaften und -organismen, für die sie Dienstleistungen erbringt, einschließlich Domizilierungsdienstleistungen und Dienstleistungen zur Unterstützung der Verwaltung;

(vii) die Gesellschaft wird jedoch folgende Dienstleistungen nicht erbringen: (a) die diskretionäre Verwaltung von Anlageportfolios auf Einzelkundenbasis, (b) Anlageberatung, (c) die Verwahrung und Verwaltung von Aktien oder Anteilen von Organismen für gemeinsame Anlagen oder (d) die Entgegennahme und Weiterleitung von Aufträgen in Zusammenhang mit Finanzinstrumenten im Sinne von Artikel 101(3) des Gesetzes von 2010 und/oder Artikel 5(4) des Gesetzes von 2013.

Die Gesellschaft kann den OGAW, OGA, AIF, SIF, SICAR, Einrichtungen der betrieblichen Altersversorgung, Verbriefungsinstrumenten und allen anderen Investmentfonds, -gesellschaften und -organismen, für die sie Dienstleistungen erbringt, vorübergehende Finanzhilfen oder Garantien bereitstellen, u.a. in Zusammenhang mit dem Anteilszeichnungs- und Rücknahmeverfahren, der Führung von Inkassokonten, der Finanzierung von bedingt aufgeschobenen Verkaufsgebühren oder der Ausführung ähnlicher Tätigkeiten.

Die Gesellschaft kann jeweils unter Einhaltung der Beschränkungen des Gesetzes von 2010, des Gesetzes von 2013, des SIF-Gesetzes, des SICAR-Gesetzes, des Pensionsfondsgesetzes und des Verbriefungsgesetzes Beteiligungen aller Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften (darunter an regulierten Unternehmen) oder an sonstigen Geschäftseinheiten halten, durch Kauf, Zeichnung oder auf jede sonstige Weise erwerben sowie durch Verkauf, Umtausch oder sonstige Veräußerung von Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Schuldscheinen oder sonstigen Wertpapieren aller Art übertragen oder Beteiligungen an Partnerschaften halten.

Die Gesellschaft kann nach den Grundsätzen des freien Dienstleistungsverkehrs und der Niederlassungsfreiheit gemäß den Rechtsvorschriften der Europäischen Union zulässige Tätigkeiten aller Art in jedem Mitgliedstaat der Europäischen Union ausführen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten, die direkt oder indirekt mit der Erfüllung ihres Zwecks in Zusammenhang stehen und/oder für die Erfüllung ihres Zwecks als nützlich und/oder notwendig gelten, im weitesten zulässigen Rahmen des Gesetzes von 2010, des Gesetzes von 2013, des SIF-Gesetzes, des SICAR-Gesetzes, des Pensionsfondsgesetzes und des Verbriefungsgesetzes und unter Einhaltung der in diesen Gesetzen dargelegten Beschränkungen ausüben.“

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt Art. 25. Schlussbestimmung wie folgt abzuändern:

„ **Art. 25. Schlussbestimmungen.** Für sämtliche Punkte, die durch diese Satzung nicht festgelegt sind, wird auf die luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere auf die Gesetze vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften wie abgeändert, vom 17. Dezember 2010 betreffend die Organismen für gemeinsamen Anlagen und das 2013 Gesetz, hingewiesen“.

Dritter Beschluss

Die Versammlung beschließt Magnus Wallberg als zusätzliches Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft zu ernennen, mit Wirkung zum Tag der Genehmigung durch die „Commission de Surveillance du Secteur Financier“ (CSSF) und bis zur nächsten Jahreshauptversammlung der Gesellschaft in 2015.

Da die Tagesordnung hiermit erschöpft ist, und niemand mehr das Wort ergreift, wurde die Versammlung geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Howald am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische Sprache versteht und spricht, erklärt dass auf Ersuchen der Erschienenen die gegenwärtige Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Ersuchen derselben Erschienenen wurde festgelegt, dass im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, der englische Text Vorrang hat.

Nach Vorlesung an die dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten Erschienenen, haben dieselben Personen die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: N. SCHMIDT-TROJE, C. LECLERC, C. SCHMIDT und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 août 2014. Relation: LAC/2014/38515. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 20. August 2014.

Référence de publication: 2014132779/329.

(140149951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

Restaurant Chen Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4986 Sanem, 1, rue de Limpach.

R.C.S. Luxembourg B 81.181.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014086462/10.

(140102585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Alcentra Fund S.C.A. SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 147.219.

Les comptes consolidés au 31 Décembre 2013 de la Société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 Juin 2014.

Pour Alcentra Fund S.C.A. SICAV-SIF

The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014088196/14.

(140104842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

von der Heydt Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 114.147.

—
Vermögensverwaltungsfonds
ISIN: LU0350026778 / WKN: A0NE4Z

Mitteilung an die Anteilhaber des Fonds

Die Anteilhaber des oben genannten Fonds, der von der von der Heydt Invest SA („Verwaltungsgesellschaft“) verwaltet wird, werden hiermit über nachfolgende Änderungen mit Wirkung ab dem 1. September 2014 unterrichtet:

1. Der Fonds, der am 29. Februar 2008 als Monofonds gegründet wurde, wird auf einen Umbrellafonds umgestellt.
2. Der Name des Umbrellas lautet „CROWD“.
3. Der Name des Teilfonds lautet „CROWD - Vermögensverwaltungsfonds“.
4. Mit Wirkung zum 1. September 2014 wird der Fonds, der gemäß Teil II des Luxemburger Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet wurde, auf Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen umgestellt.
5. Die zukünftige Anlagepolitik des Teilfonds ist im Verkaufsprospekt ersichtlich und lautet wie folgt:
Der Teilfonds verfolgt als international investierender Mischfonds eine vermögensverwaltend orientierte Anlagepolitik, die zum Ziel hat, an den langfristigen globalen Wachstumschancen der Aktien-, Renten- und Sachwertmärkte zu partizipieren. Unter Berücksichtigung der Kriterien der Wertstabilität, des Kapitalertrags, der Liquidität des Teilfonds und des Anlagerisikos soll ein angemessener Wertzuwachs erzielt werden. Der Teilfonds kann aufgrund seiner Spezialisierung hohe Wertschwankungen aufweisen.
Das Anlageziel des Teilfonds ist die Erwirtschaftung angemessener Erträge und eines möglichst langfristigen Wertzuwachses.
Zur Erreichung des Anlageziels wird das Teilfondsvermögen in Aktien, Renten, renten- und sachwertähnliche Wertpapiere (beispielsweise Aktien und Anleihen von Unternehmen, die in Immobilien, Wald, Forst- & Agrarland, Schienenfahrzeuge und Luftfahrzeuge investieren und/oder in diesen Bereichen produzieren), Zertifikate, Investmentfonds sowie in Geldmarkt und Barmittel-Positionen angelegt. Je nach Einschätzung der Marktlage und im Interesse der Anleger kann das Teilfondsvermögen vollständig oder teilweise in den einzelnen Märkten gemäß dem Anlageziel entsprechend angelegt werden.
Der Teilfonds kann mehr als 10% seines Nettovermögens in Anteile von OGAW und / oder anderen OGA anlegen. Der Teilfonds kann, unter Beachtung der im Verkaufsprospekt genannten Beschränkungen sonstige Techniken und Instrumente zur Portfolioverwaltung und -sicherung nutzen.
6. Das Mindestinvestment in Zielfonds, Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten entfällt ersatzlos.
7. Das Maximalinvestment in flüssigen Mitteln entfällt ersatzlos.
8. Zukünftig wird für die Register- und Transferstellenaufgaben dem Teilfondsvermögen eine monatliche, bankübliche Vergütung belastet, die als Festbetrag in Höhe von 25,- Euro je Anlagekonto am Ende eines jeden Kalenderjahres nachträglich berechnet und ausgezahlt wird. Des Weiteren erhält die Register- und Transferstelle eine jährliche marktübliche Grundgebühr. Die Register- und Transferstelle ist berechtigt, hierauf monatlich anteilige Vorschüsse zu erheben. Die Vergütungen der Register- und Transferstelle verstehen sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.
Der Fonds wird nach Umstellung strengeren Anlagebestimmungen und -grenzen unterliegen. Diese Bestimmungen/ Grenzen sind im Verkaufsprospekt unter dem Punkt 2. „Anlagen und Anlagebeschränkungen“ auf den Seiten 12ff, sowie in den „Besonderen Informationen“ unter dem Punkt 3. „Teilfondsspezifische Anlagebeschränkungen“ auf der Seite 44 dargelegt.

Mit den oben genannten Änderungen werden keine steuerlichen Auswirkungen für die Anteilhaber erwartet.

Anleger, die mit den vorstehenden Änderungen nicht einverstanden sind, können Ihre Anteile bis zum 29. August 2014 kostenlos zurückgeben.

Informationen, insbesondere Mitteilungen an die Anteilhaber, soweit gesetzlich erforderlich und zulässig, stehen an Bankarbeitstagen in Luxemburg am Sitz der Verwaltungsgesellschaft zur Einsicht zur Verfügung und sind kostenlos erhältlich und können auch auf der Homepage der Verwaltungsgesellschaft (www.vdhi.lu) heruntergeladen werden.

Der neue Verkaufsprospekt und die wesentlichen Anlegerinformationen, jeweils Stand September 2014, sind ab September 2014 am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und der Luxemburger Zahlstelle sowie auf der Homepage der Verwaltungsgesellschaft (www.vdhi.lu) kostenlos erhältlich.

Hesperange, im August 2014.

von der Heydt Invest SA

Référence de publication: 2014134056/56.

PRESENCE Communication et Production S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9647 Doncols, 24, Bohey.

R.C.S. Luxembourg B 49.931.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 12 juin 2014 au siège social de la société.

Après avoir délibéré, l'Assemblée prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

De transférer le siège social à partir du 18 juin 2014 au numéro 24 Bohey, L-9647 Doncols

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014086428/11.

(140101910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Domos Propreté Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5711 Aspelt, 29, Um Flour.

R.C.S. Luxembourg B 188.247.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le vingt-sixième jour de juin.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La société Job Networks Group S.A., Société Anonyme, avec siège social à L-1651 Luxembourg, 15-17 avenue Guillaume, immatriculée au registre du commerce de Luxembourg sous le numéro B 144.277,

ici représentée par Monsieur Fabien RIGHESCHI, chargé d'affaires, demeurant professionnellement à L-1651 Luxembourg, 17, Avenue Guillaume,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 19 mai 2014.

Ladite procuration après avoir été signée «Ne Varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il est formé par les présentes, par la personne comparante, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. La Société a pour objet l'exploitation d'une entreprise de nettoyage pour particuliers ou professionnels.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra également prester des services administratifs et commerciaux auprès de ses filiales.

La Société pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination sociale de «DOMOS PROPLETE LUX SARL».

Art. 5. Le siège de la Société est établi dans la commune de Frisange.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand-Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature de son gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

Art. 14. Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et

sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 16. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 17. Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le deuxième mardi du mois de mai de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

Art. 20. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 21. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Disposition transitoire

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, le comparant pré-qualifié, déclare souscrire intégralement les cent (100) parts sociales.

Les parts sociales ont été entièrement libérées par le comparant préqualifié par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été fournie au notaire instrumentant.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de mille euros (EUR 1.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

La partie comparante pré-qualifiée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des gérants est fixé à un (1).

2.- Est nommée gérante unique de la Société pour une durée indéterminée:

- Madame Sandra Jacqueline Amblard épouse Ender, née le 24 novembre 1976 à Hayange (France), demeurant à 2, Résidence Côte des Moineaux, F-57440 Algrange.

3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de la gérante unique.

4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-5711 Aspelt, 29, Um Flour, commune de Frisange.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Righeschi, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 juin 2014. Relation: LAC/2014/29598. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Référence de publication: 2014093607/154.

(140112675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Saqr Qatar (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 166.571.

—
Extrait de décision prise par l'actionnaire de la société en date du 19 juin 2014

En date du 19 juin 2014, l'actionnaire de Saqr Qatar (Luxembourg) SA. ("la Société") a pris les résolutions suivantes:

- De nommer Madame Severine Canova, née le 16 juillet 1975 à Creutzwald, France, résident professionnellement au 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en tant que administrateur de la Société avec effet au 14 mai 2014, et jusqu'à rassemble générale qui se tiendra en 2018.

- D'accepter la démission de Madame Christelle Ferry en tant que administrateur de la Société avec effet au 14 mai 2014.

Luxembourg, le 19 juin 2014.

Signatures

Un Mandataire

Référence de publication: 2014087277/17.

(140103108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2014.

Mistral SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 157.200.

—
Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juin 2014

L'Assemblée Générale renomme:

- Dominik OST, Président;
- Bernard DE JONGHE D'ARDOYE, Administrateur;
- Florence PILOTAZ, Administrateur;
- Nico THILL, Administrateur.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

L'Assemblée Générale renomme comme réviseur d'entreprises agréé:

- MAZARS Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juin 2014.

Référence de publication: 2014087895/20.

(140104438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

Oxylis SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 142.478.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014087937/9.

(140104320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

Tamweelview European Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 93.081.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014086580/10.

(140102419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Ramius FOF European Platform Index, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 83.748.

Le bilan consolidé au 30 juin 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour RAMIUS FOF EUROPEAN PLATFORM INDEX

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2014086439/11.

(140102475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

SMART Modular Technologies (LX) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 200.000,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 187.024.

In the year two thousand and fourteen, on the fourteenth day of the month of August.

Before Maître Léonie Grethen, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared

SMART Modular Technologies (Foreign Holdings), Limited, an exempted company incorporated with limited liability under the laws of Cayman Islands having its registered office at Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands and registered with the Cayman Islands Registrar of Companies under incorporation number 132579, registered in Luxembourg as a société à responsabilité limitée with its head office and central administration at 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 163.100 (the "Sole Shareholder");

hereby represented by Maître Florian Bonne, maître en droit, residing professionally in Luxembourg by virtue of a proxy dated 13 August 2014, such proxy signed ne varietur by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities;

being the Sole Shareholder of

SMART Modular Technologies (LX) S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with an issued share capital of two hundred thousand US Dollars (US\$ 200,000.-), having its registered office at 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 187.024, incorporated by deed of Maître Léonie Grethen, prenamed, on 9 May 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number 1886 page 90509 of 19 July 2014 (hereinafter referred to as the "the Acquiring Company"). The articles of association of the Acquiring Company have been amended for the last time by deed of the undersigned notary dated 7 August 2014, published in the Mémorial, number 2140 page 102676 of 13 August 2014.

The appearing party declared and requested the notary to record that:

I. The Sole Shareholder holds all the two hundred thousand (200,000) shares of the Acquiring Company representing the entire issued share capital of the Acquiring Company, presently set at two hundred thousand US Dollars (US\$ 200,000.-) so that the Sole Shareholder of the Acquiring Company can validly decide on all the items of the agenda.

II. At its meeting of 17 June 2014, the board of managers of the Acquiring Company has approved the draft terms of merger established in accordance with Article 261 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law") (the "Draft Terms") in order to merge the Sole Shareholder (hereinafter referred to as the "Disappearing Company" and together with the Acquiring Company, the "Merging Companies") into the Acquiring Company (the "Merger"). The Draft Terms have been signed by the Disappearing Company and the Acquiring Company on 17 June 2014 and have been published in the Mémorial, number 1654, page 79385 on 27 June 2014.

III. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Acknowledgment of the pro-forma interim accounts prepared by the board of managers of the Acquiring Company;

2. Approval of the repurchase of all twenty thousand (20,000) Class J Shares at the Cancellation Value per Share (being the Total Cancellation Amount divided by the number of Class J Shares (as these terms are defined in the articles of association of the Acquiring Company (the "Articles"))) pursuant to the Articles in order to proceed to the cancellation of all the authorised and issued Shares representing the entire Class J and hence the liquidation of the entire Class J Shares of the Acquiring Company, approval of the Total Cancellation Amount of ninety-four million three hundred and ninety-three thousand four hundred eighty-seven US Dollars and forty-seven cents (US\$ 94,393,487.47) and the Cancellation Value per Share (being approximately four thousand seven hundred nineteen US Dollars and sixty-seven cents (US\$ 4,719.67) per share) and acknowledgment that the Total Cancellation Amount is not higher than the Available Amount (as this term is defined in the Articles); acceptance of the repurchase of all the Class J Shares by their holder; cancellation of the twenty thousand (20,000) outstanding Class J Shares so repurchased and consequential reduction of the authorised and issued share capital of the Acquiring Company by an amount of twenty thousand US Dollars (US\$ 20,000) to an amount of one hundred and eighty thousand US Dollars (US\$ 180,000);

3. Consequential amendment and restatement of Article 5 of the Articles so that it shall read as follows:

"The authorised share capital of the Company is set at one hundred eighty thousand US Dollars (USD 180,000.-) divided into:

- twenty thousand (20,000) Class A Shares,
 - twenty thousand (20,000) Class B Shares,
 - twenty thousand (20,000) Class C Shares,
 - twenty thousand (20,000) Class D Shares,
 - twenty thousand (20,000) Class E Shares,
 - twenty thousand (20,000) Class F Shares,
 - twenty thousand (20,000) Class G Shares,
 - twenty thousand (20,000) Class H Shares, and
 - twenty thousand (20,000) Class I Shares,
- each of a par value of one US Dollar (USD 1.-).

The capital of the Company may be increased by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

The capital of the Company may be reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association including by the cancellation of one or more entire Classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such Class(es). In the case of repurchases and cancellations of Classes of Shares by the Company, such purchases and cancellations of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with the Class I Shares and, if no Class I Shares are in existence, by the last Class of Shares in issue in the Company in the alphabetical order).

In the event of a reduction of the issued share capital of the Company through the purchase and the cancellation of a Class of Shares by the Company (in the order provided for in the preceding paragraph), such Class of Shares gives the holders thereof the right, pro rata to their holding in such Class, to the Total Cancellation Amount as determined by the general meeting of shareholders and the holders of Shares of the repurchased and cancelled Class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant Class held by them and repurchased and cancelled.

The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the Class of Shares to be repurchased and cancelled.

The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the sole manager or the board of managers and approved by the general meeting of shareholders on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of Classes I, H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount at the time of cancellation of the

relevant Class of Shares unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders in the manner required for amendment of these articles of association, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, acquire its own shares.

Any available share premium or other available reserves shall be distributable.”

4. Consequential amendment of Article 20 of the Articles by the deletion of the definition of Class J Shares;

5. Approval of the Draft Terms;

6. Approval of the Merger between the Disappearing Company and the Acquiring Company by way of a Merger and absorption without liquidation of the Disappearing Company by the Acquiring Company;

7. Approval of the cancellation of the one hundred eighty thousand (180,000) shares, divided into nine (9) classes, with a nominal value of one US Dollar (US\$ 1) each in issue in the Acquiring Company and the issue of one hundred eighty thousand (180,000) new shares divided into nine (9) classes with a nominal value of one US Dollar (US\$ 1) each (the “New Shares”) to SMART Modular Technologies (CI) Inc., an exempted company incorporated with limited liability existing under the laws of Cayman Islands having its registered office at Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglund House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands and registered with the Cayman Islands Registrar of Companies under incorporation number 132913 (“SMART CI”), being the sole shareholder of the Disappearing Company, in consideration of the universal transfer of all assets and liabilities of the Disappearing Company to the Acquiring Company, in a way that SMART CI will be allocated on the effective date of the Merger the New Shares in exchange for the one hundred forty million (140,000,000) shares it holds in the Disappearing Company.

IV. The Sole Shareholder confirmed that it had been able to consult the following documents at the registered office of the Acquiring Company at least one month before the date of the present deed:

i) the Draft Terms;

ii) the articles of incorporation of the Merging Companies.

it being confirmed that SMART CI as sole shareholder of the Disappearing Company and the Sole Shareholder waived on 17th June 2014 the requirements of Article 265 (3), Article 266 (5) and Article 267 (1) c) of the 1915 Law of drawing up a report explaining the Draft Terms of merger by the administrative and management bodies of the Merging Companies, the requirement to inform the general meeting of any material change in the assets and liabilities of the Merging Companies and the requirement of the examination by an independent expert of the Draft Terms of merger and the report thereon as well as the drawing up of an accounting statement by the administrative and management bodies of the Merging Companies to be put at the disposition of the shareholders of the Merging Companies.

After the Sole Shareholder approved the foregoing, the Sole Shareholder took the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder acknowledged the pro-forma interim accounts statements prepared by the board of managers of the Acquiring Company.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to approve the repurchase by the Acquiring Company of all twenty thousand (20,000) outstanding Class J Shares, at the Cancellation Value per Share pursuant to the Articles in order to proceed to the cancellation of all the Class J Shares and hence the liquidation of the entire Class J of Shares of the Acquiring Company. The Sole Shareholder approved the determination by the board of managers of the Acquiring Company that the Available Amount amounts to one hundred forty-two million seven hundred and two thousand one hundred twenty-eight US Dollars and seventy-four cents (US\$ 142,702,128.74). The Sole Shareholder resolved to approve the Total Cancellation Amount set at ninety-four million three hundred and ninety-three thousand four hundred eighty-seven US Dollars and forty-seven cents (US\$ 94,393,487.47) and the payment thereof to the Sole Shareholder.

The repayment may only take place in accordance with the respects of the rights of the eventual/existing creditors of the Acquiring Company.

Thereupon the Sole Shareholder resolved to cancel all twenty thousand (20,000) outstanding Class J Shares so repurchased and to reduce the authorized and issued share capital of the Acquiring Company by an amount of twenty thousand US Dollars (US\$ 20,000.-) to an amount of one hundred eighty thousand US Dollars (US\$ 180,000.-).

The Sole Shareholder resolved to deduct the Total Cancellation Amount from the share premium for an amount of ninety-four million three hundred and seventy-three thousand four hundred eighty-seven US Dollars and forty-seven cents (US\$ 94,373,487.47), and from the share capital account for an amount of twenty thousand US Dollars (US\$ 20,000.-).

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to amend and restate Article 5 of the Articles as set forth in the above agenda.

The Sole Shareholder resolved to amend Article 20 of the Articles by the deletion of the definition of Class J Shares.

Fourth resolution

The Sole Shareholder declared that it had knowledge of the Draft Terms as published in the Mémorial, number 1654, page 79385 of 27 June 2014 pursuant to which the Acquiring Company and the Disappearing Company will merge and in particular the share exchange ratio and the consequences of the Merger for the sole shareholders and the creditors of the Merging Companies.

The Sole Shareholder noted, that the realization and the effectiveness of the Merger depends on the decision to be taken by the general meeting of shareholders of the Disappearing Company to be held on the date hereof.

The Sole Shareholder of the Acquiring Company resolved to approve the Draft Terms with the exception that the effective accounting date of the Merger shall be the effective date of the Merger from a legal perspective pursuant to Article 272 of the 1915 Law, rather than the date of 9 May 2014 as set forth in the Draft Terms.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolved to approve the Merger pursuant to the Draft Terms with the exception mentioned in the above resolution.

All assets and liabilities of the Disappearing Company will, without exception, be transferred to the Acquiring Company by virtue of law without regard as to the period in which they were acquired or assumed.

The date as of which the Merger shall become effective for accounting purposes is fixed at the date of realisation and effectiveness of the Merger between the Merging Companies, being the date of the holding of the extraordinary general meetings of the Merging Companies pursuant to Article 272 of the 1915 Law, and without prejudice to the provisions of Article 273 (1) of the 1915 Law regarding the effectiveness of the Merger toward third parties.

Sixth resolution

As a result of the preceding resolutions and the transfer to and assumption by the Acquiring Company of all assets and liabilities of the Disappearing Company, the Sole Shareholder resolved to approve that all the shares of the Acquiring Company held by the Sole Shareholder, representing 100% of the shares and the registered share capital of the Acquiring Company and the one hundred forty million (140,000,000) shares issued by the Disappearing Company representing 100% of the shares and the registered share capital of the Disappearing Company be cancelled.

The Sole Shareholder then resolved to approve the issuance of the New Shares by the Acquiring Company in consideration of the transfer of all assets and liabilities of the Disappearing Company to the Acquiring Company, in accordance with the Draft Terms.

The New Shares will thus be issued and allocated to SMART CI, prenamed, which will become the new sole shareholder of the Acquiring Company as a result of the Merger.

Statements

The undersigned notary verified and stated the existence and the legality of the deeds and formalities required from the Acquiring Company under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg in view of the Merger, and the Draft Terms.

The undersigned notary therefore stated in accordance with article 271 (2) of the 1915 Law, that all deeds and formalities required for the Merger for the part of the merger procedure relating to the Acquiring Company were legally and validly accomplished.

Costs and expenses

The costs, expenses, remuneration or changes in any form whatsoever which shall be borne by the Acquiring Company as a result of this Merger are estimated at approximately seven thousand euros (EUR 7,000.-).

There being nothing further on the agenda the meeting was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the appearing party hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing party in case of discrepancies between the English and French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède

En l'an deux mille quatorze, le quatorzième jour du mois d'août.

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu

SMART Modular Technologies (Foreign Holdings), Limited, une exempted company incorporated with limited liability constituée sous le droit des Îles Cayman, ayant son siège social à Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, et inscrite auprès du Registre des Sociétés des Îles Cayman sous le

numéro 132579, et inscrite en tant que société à responsabilité limitée au Luxembourg ayant son établissement principal et son administration centrale au 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 163.100 (l'«Associé Unique»);

représentée par Maître Florian Bonne, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg en vertu d'une procuration en date du 13 août 2014, cette procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la personne comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistré avec lui;

Etant l'Associé Unique de

SMART Modular Technologies (LX) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous le droit du Grand-Duché de Luxembourg avec un capital social de deux cent mille US Dollars (US\$ 200.000.-), ayant son siège social au 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187.024, constituée en vertu d'un acte reçu par Maître Léonie Grethen, prénommée, le 9 mai 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 1886 page 90509 du 19 juillet 2014 (ci-après la «Société Absorbante»). Les statuts de la Société Absorbante ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire soussigné en date du 7 août 2014, publié au Mémorial, numéro 2140 page 102676 du 13 août 2014.

Le comparant a déclaré et requis le notaire instrumentant de noter que:

I. L'Associé Unique détient la totalité des deux cent mille (200.000) parts sociales émises par la Société Absorbante représentant la totalité du capital social émis de la Société Absorbante, fixé à présent à deux cent mille US Dollars (US\$ 200.000.-) de sorte que l'Associé Unique de la Société Absorbante peut valablement prendre des décisions sur tous les points portés à l'ordre du jour.

II. Le conseil de gérance de la Société Absorbante a approuvé, lors de sa réunion du 17 juin 2014, le projet commun de fusion établi en vertu de l'article 261 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915») (le «Projet de Fusion») afin de fusionner l'Associé Unique (ci-après la «Société Absorbée») et ensemble avec la Société Absorbante, les «Sociétés Fusionnantes») avec la Société Absorbante (la «Fusion»). Le Projet de Fusion a été établi et signé par la Société Absorbée et par la Société Absorbante le 17 juin 2014 et publié au Mémorial, numéro 1654, page 79385 le 27 juin 2014.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Revue des comptes intérimaires pro-forma préparés par le conseil de gérance de la Société Absorbante;

2. Approbation du rachat de la totalité des vingt mille (20.000) Parts Sociales de Classe J, à la Valeur d'Annulation par Part Sociale (étant le Montant Total d'Annulation divisé par le nombre de Parts Sociales de Classe J (tels que ces termes sont définis dans les statuts de la Société Absorbante (les «Statuts»)) conformément aux Statuts en vue de procéder à l'annulation de toutes les Parts Sociales autorisées et émises représentant l'intégralité de la Classe J et ainsi à la liquidation de l'entière des Parts Sociales de Classe J de la Société Absorbante; approbation du Montant Total d'Annulation de quatre-vingt-quatorze millions trois-cent quatre-vingt-treize mille quatre cent quatre-vingt-sept US Dollars et quarante-sept cents (US\$ 94.393.487,47) et de la Valeur d'Annulation par Part Sociale (étant approximativement quatre mille sept cent dix-neuf US Dollars et soixante-sept cents (US\$ 4.719,67) par Part Sociale) et prise acte du Montant Total d'Annulation comme n'étant pas plus élevé que le Montant Disponible (tel que ce terme est défini dans les Statuts); acceptation du rachat de toutes les Parts Sociales de Classe J par leur détenteur; annulation des vingt mille (20.000) Parts Sociales de Classe J émises ainsi rachetées et réduction subséquente du capital social émis et autorisé de la Société Absorbante d'un montant de vingt mille US Dollars (US\$ 20.000) à un montant de cent quatre-vingt mille US Dollars (US\$ 180.000);

3. Modification et refonte subséquente de l'Article 5 des Statuts de telle sorte qu'il se lise comme suit:

«Le capital social autorisé de la Société est de cent quatre-vingt mille US Dollars (USD 180.000.-) divisé en:

- vingt mille (20.000) Parts Sociales de Classe A,
 - vingt mille (20.000) Parts Sociales de Classe B,
 - vingt mille (20.000) Parts Sociales de Classe C,
 - vingt mille (20.000) Parts Sociales de Classe D,
 - vingt mille (20.000) Parts Sociales de Classe E,
 - vingt mille (20.000) Parts Sociales de Classe F,
 - vingt mille (20.000) Parts Sociales de Classe G,
 - vingt mille (20.000) Parts Sociales de Classe H, et
 - vingt mille (20.000) Parts Sociales de Classe I,
- d'une valeur nominale de 1 US Dollar (USD 1.-) chacune.

Le capital de la Société peut être augmenté par une résolution adoptée par les associés selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

Le capital de la Société peut être réduit par une résolution adoptée par les associés selon les modalités requises pour la modification des présents statuts y compris par l'annulation d'une ou plusieurs Classes de Parts Sociales par le rachat et l'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans cette/ces Classe(s).

Dans le cas de rachats et annulations de Classes de Parts Sociales par la Société, ces rachats et annulations de Parts Sociales doivent être faits dans l'ordre alphabétique inversé (en commençant par les Parts Sociales de Classe I et, si aucune Part Sociale de Classe I n'existe, par la dernière Classe de Parts Sociales émises dans la Société dans l'ordre alphabétique).

Dans le cas d'une réduction du capital social émis de la Société par le rachat et l'annulation d'une Classe de Parts Sociales par la Société (dans l'ordre prévu au paragraphe précédent), cette Classe de Parts Sociales donnera à ses détenteurs le droit, proportionnellement à leur détention dans cette Classe, au Montant Total d'Annulation tel que déterminé par l'assemblée générale des associés et les détenteurs de Parts Sociales de la Classe rachetée et annulée devront recevoir de la Société une somme égale à la Valeur d'Annulation par Part Sociale pour chaque Part Sociale rachetée et annulée qu'ils détiennent dans la Classe concernée.

La Valeur d'Annulation par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre de Parts Sociales émises dans la Classe de Parts Sociales devant être rachetée et annulée.

Le Montant Total d'Annulation devra être un montant déterminé par le gérant unique ou le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale des associés sur base des Comptes Intérimaires concernés. Le Montant Total d'Annulation pour chacune des Classes I, H, G, F, E, D, C, B et A devra être le Montant Disponible au moment de l'annulation de la Classe de Parts Sociales concernée à moins qu'il n'en soit décidé autrement par l'assemblée générale des associés selon les modalités requises pour la modification des présents statuts, sous réserve toutefois que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais plus élevé que le Montant Disponible.

La Société peut, dans la mesure où la loi le permet, procéder au rachat de ses propres parts sociales.

Toute prime d'émission disponible ou autre réserve disponible sera distribuable.»;

4. Modification subséquente de l'Article 20 des Statuts par la suppression de la définition des Parts Sociales de Classe J;

5. Approbation du Projet de Fusion;

6. Approbation de la Fusion entre la Société Absorbante et la Société Absorbée en passant par une fusion par absorption sans liquidation de la Société Absorbée par la Société Absorbante;

7. Approbation de l'annulation des cent quatre-vingt mille (180.000) parts sociales, divisées en neuf (9) classes, d'une valeur nominale d'un US Dollar (US\$ 1) chacune émises de la Société Absorbante et de l'émission de cent quatre-vingt mille (180.000) parts sociales, divisées en neuf (9) classes, d'une valeur nominale d'un US Dollar (US\$ 1) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales») à SMART Modular Technologies (CI), Inc., une exempted company incorporated with limited liability constituée sous le droit des Îles Cayman, ayant son siège social à Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, et inscrite auprès du Registre des Sociétés des Îles Cayman sous le numéro 132913 («SMART CI»), étant l'associé unique de la Société Absorbée, en contrepartie du transfert universel de l'ensemble des avoirs et obligations de la Société Absorbée à la Société Absorbante, de sorte que SMART CI recevra à la date d'effet de la Fusion les Nouvelles Parts Sociales en échange des cent quarante millions (140.000.000) de parts sociales qu'elle détient dans la Société Absorbée.

IV. L'Associé Unique confirme que les documents suivants ont été mis à disposition auprès du siège social de la Société Absorbante pour inspection au moins un mois avant la date de la présente assemblée:

i) le Projet de Fusion;

ii) les statuts des Sociétés Fusionnantes.

étant confirmé que SMART CI en tant qu'associé unique de la Société Absorbée et l'Associé Unique ont renoncé le 17 juin 2014 aux exigences des Articles 265 (3), 266 (5) et 267 (1) c) de la Loi de 1915 d'établissement d'un rapport expliquant le Projet de Fusion par les organes d'administration ou de direction des Sociétés Fusionnantes, l'exigence d'informer l'assemblée générale de toute modification importante de l'actif et du passif des Sociétés Fusionnantes et l'exigence d'un examen par un expert indépendant du Projet de Fusion et du rapport y relatif ainsi que de l'établissement d'un état comptable par les organes d'administration ou de direction des Sociétés Fusionnantes pour être mis à la disposition des actionnaires des Sociétés Fusionnantes.

Après approbation par l'Associé Unique de ce qui précède, l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a pris acte des comptes intermédiaires pro-forma préparés par le conseil de gérance de la Société Absorbante.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé d'approuver le rachat de la totalité des vingt mille (20.000) Parts Sociales de Classe J émises, à la Valeur d'Annulation par Part Sociale conformément aux Statuts en vue de procéder à l'annulation de toutes les Parts Sociales de Classe J et par conséquent à la liquidation de toute Classe J de Parts Sociales de la Société Absorbante. L'Associé Unique a approuvé la détermination par le conseil de gérance de la Société Absorbante du Montant Total Disponible comme s'élevant à cent quarante-deux millions sept cent deux mille cent vingt-huit US Dollars et soixante-quatorze cents (US\$ 142.702.128,74).

L'Associé Unique a décidé d'approuver le Montant Total d'Annulation fixé à quatre-vingt-quatorze millions trois-cent quatre-vingt-treize mille quatre cent quatre-vingt-sept US Dollars et quarante-sept cents (US\$ 94.393.487,47) et le paiement de celui-ci à l'Associé Unique.

Le remboursement ne pourra s'effectuer qu'en respect des droits des créanciers éventuels/existants de la Société Absorbante.

À la suite de quoi, l'Associé Unique a décidé d'annuler la totalité des vingt mille (20.000) Parts Sociales de Classe J émises ainsi rachetées et de réduire le capital social émis et autorisé de la Société Absorbante d'un montant de vingt mille US Dollars (US\$ 20.000.-) à un montant de cent quatre-vingt mille US Dollars (US\$ 180.000.-).

L'Associé Unique a décidé de déduire le Montant Total d'Annulation de la prime d'émission pour un montant de quatre-vingt-quatorze millions trois-cent soixante-treize mille quatre cent quatre-vingt-sept US Dollars et quarante-sept cents (US\$ 94.373.487,47), et du compte de capital social pour un montant de vingt mille US Dollars (US\$ 20.000.-).

Troisième résolution

L'Associé Unique a ensuite décidé de modifier et de refondre l'Article 5 des Statuts afin qu'il ait la teneur telle que figurant à l'ordre du jour ci-dessus.

L'Associé Unique a décidé de modifier l'Article 20 des Statuts par la suppression de la définition des Parts Sociales de Classe J.

Quatrième résolution

L'Associé Unique a déclaré qu'il avait connaissance du Projet de Fusion tel que publié au Mémorial, numéro 1654, page 79385 du 27 juin 2014 selon lequel la Société Absorbante et la Société Absorbée vont fusionner et en particulier le ratio d'échange des parts sociales et les conséquences de cette Fusion pour les associés uniques et les créanciers des Sociétés Fusionnantes.

L'Associé Unique a noté que la réalisation et la prise d'effet de la Fusion dépendent de la décision devant être prise par l'assemblée générale des associés de la Société Absorbée devant être tenue à la date de la présente.

L'Associé Unique de la Société Absorbante a décidé d'approuver le Projet de Fusion à l'exception de la date d'effet comptable de la Fusion qui sera la date de réalisation et d'effet de la Fusion entre les Sociétés Fusionnantes conformément à l'article 272 de la Loi de 1915, plutôt que la date du 9 mai 2014 tel qu'énoncé dans le Projet de Fusion.

Cinquième résolution

L'Associé Unique a décidé d'approuver la Fusion conformément au Projet de Fusion à l'exception du point mentionné dans la précédente résolution.

Tous les avoirs et obligations de la Société Absorbée vont, sans exception, être transférés à la Société Absorbante de plein droit sans égard à la période à laquelle ils ont été acquis ou assumés.

La date d'effet comptable de la Fusion est fixée à la date de réalisation et d'effet de la Fusion vis-à-vis des tiers, étant la date de tenue des assemblées générales extraordinaires des Sociétés Fusionnantes, conformément à l'article 272 de la Loi de 1915, et sans préjudice quant aux dispositions de l'article 273 (1) de la Loi de 1915 relative à l'opposabilité de la Fusion aux tiers.

Sixième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent et au transfert à et à la prise par la Société Absorbante de tous les avoirs et obligations de la Société Absorbée, l'Associé Unique a décidé d'approuver l'annulation de l'intégralité des parts sociales de la Société Absorbante qu'il détient, soit 100 % des parts sociales et du capital social de la Société Absorbante et des cent quarante millions (140.000.000) de parts sociales émises par la Société Absorbée représentant 100 % des parts sociales et du capital social de la Société Absorbée.

L'Associé Unique a ensuite décidé d'approuver l'émission par la Société Absorbante des Nouvelles Parts Sociales en contrepartie du transfert de l'ensemble des avoirs et obligations de la Société Absorbée à la Société Absorbante, conformément au Projet de Fusion.

Les Nouvelles Parts Sociales seront donc émises et allouées à SMART CI, précitée, qui deviendra le nouvel associé unique de la Société Absorbante suite à la Fusion.

Constatations

Le notaire soussigné a vérifié et constaté l'existence et la légalité des actes et formalités requis par la Société Absorbante sous la loi du Grand-Duché du Luxembourg et relatifs à la Fusion et au Projet de Fusion.

Le notaire soussigné a donc constaté conformément à l'article 271(2) de la Loi de 1915 que tous les actes et formalités requis pour la Fusion pour la partie de la procédure de fusion concernant la Société Absorbante ont été légalement et valablement accomplis.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelques formes que ce soit, incombant à la Société Absorbante en raison de cette fusion sont évalués à approximativement sept mille euros (EUR 7.000.-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui connaît et parle l'anglais constate qu'à la requête du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'à la requête du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg-Ville à la date en tête des présentes.

Après lecture faite des présentes et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu par le notaire par son nom, prénom, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Bonne, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 14 août 2014. Relation: LAC/2014/38640. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 22 août 2014.

Référence de publication: 2014133399/375.

(140151229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2014.

SOCIETE DE PARTICIPATIONS TAMISE, société anonyme de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 45.498.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2014.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2014086531/13.

(140101849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Soen Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 102.269.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 12 juin 2014 que les mandats suivants ont été renouvelés:

- Monsieur Bertrand MICHAUD, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 3, rue Belle Vue L-1227 Luxembourg, administrateur de catégorie B et Président;

- Monsieur Vincent WILLEMS, expert-comptable, demeurant professionnellement au 2628 Rives de Clausen L-2165 Luxembourg, administrateur de type B;

- Madame Valérie WESQUY, employée privée, demeurant professionnellement au 19 boulevard Grande-duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg, administrateur de type A. Elle sera désormais inscrite sous le nom de Madame Valérie RAVIZZA.

- La société SER.COM. S.à.r.l. ayant son siège social au 19, boulevard Grande-duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg en qualité de commissaire aux comptes.

Les mandats ci-dessus prendront fin lors l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2020.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014086534/21.

(140102588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.
